

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2005

Directeur de la publication : Martine Marigeaud
Rédacteur en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 7 Arrêté n° MH.60-IMM.057 du 14 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Verneuil-en-Halatte (Oise).
- Page 7 Arrêté n° IMM.05.058 du 30 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historique, de l'ensemble des façades et toitures ainsi que du sol de la parcelle de l'hôtel de Guines situés 51, rue de Visien à Courbevoie (Haut de Seine).
- Page 8 Arrêté n° MH.05-IMM.059 du 30 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques du fort du Portalet à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques).
- Page 9 Arrêté modificatif n° MH.80-IMM.060 du 30 novembre 2005 à l'arrêté n° MH.80-IMM.050 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme).
- Page 9 Arrêté n° MH.05-IMM.061 du 2 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Paul (ancienne église des Cordeliers) à Beaucaire (Gard).
- Page 10 Arrêté n° MH.05-IMM.062 du 5 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard).
- Page 11 Arrêté n° MH.05-IMM.063 du 5 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard).
- Page 11 Arrêté n° MH-IMM.064 du 12 décembre portant classement parmi les monuments historiques de l'ancienne université de Perpignan (Pyrénées-Orientales).
- Page 12 Arrêté n° MH.05-IMM.065 du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison dite « La Blulette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados).
- Page 13 Arrête n° MH.05-IMM.066 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de la remise-garage de la maison dite « La Blulette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados).

- Page 13 Arrêté n° MH.05-IMM.067 du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados).
- Page 14 Arrêté n° MH.05-IMM.068 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques du réfectoire du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados).
- Page 15 Arrêté n° MH.05-IMM.069 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église de Saint-Jean-des-Baisants (Manche).
- Page 16 Arrêté n° MH.05-IMM.070 du 16 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques du château de Villebois-Lavalette (Charente).
- Page 17 Arrêté n° MH.05-IMM.071 du 19 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme des Plantins aux Estables (Haute-Loire).
- Page 17 Arrêté n° MH.05-IMM.072 du 20 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel Héré à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 18 Arrêté n° MH.05-IMM.073 du 21 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier de l'ancien palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 19 Arrêté n° MH.05-IMM.074 du 21 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques des parties intérieures du bâtiment de la petite carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 19 Arrêté n° MH.05-IMM.075 du 21 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier du palais du Gouvernement à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 20 Arrêté n° MH.05-IMM.076 du 21 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier de l'ancien couvent des Cordeliers à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Page 21 Arrêté n° 077 du 23 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Émagny (Doubs).
- Page 22 Arrêté n° 078 du 23 décembre 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de parties de l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Emagny (Doubs).
- Page 23 Arrêté n° 079 du 29 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance située sur le territoire de la commune de Saint-Denis (La Réunion).
- Page 24 Arrêté n° MH.05-IMM.080 du 30 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle de l'ancien séminaire de Larressore (Pyrénées-Atlantiques).

- Page 24 Arrêté n° MH.05-IMM.081 du 30 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne).

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 25 Circulaire n° 2005/021 du 9 décembre 2005 relative à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicales.
- Page 30 Circulaire n° 2005/022 du 19 décembre 2005 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2005/2006.

Réunion des musées nationaux

- Page 64 Décisions du 8 décembre 2005 du conseil d'administration.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 65 Décision n° 405-N du 16 novembre 2005 portant avenant n° 3 à la délégation de signature du 14 décembre 2004.

Institut national de recherches archéologiques préventives

- Page 67 Décision n° 2005-SAJ/05/026/D du 1^{er} décembre 2005 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Musée et domaine national de Versailles

- Page 69 Décision n° 2005-6 du 2 novembre 2005 portant délégation de signature.
- Page 70 Décision du 2 novembre 2005 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.
- Page 71 Décision du 2 novembre 2005 portant désignation du représentant du président des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.
- Page 71 Décision n° 2005-7 du 23 décembre 2005 portant délégation de signature.

Musée Rodin

- Page 72 Note du 14 décembre 2005 portant délégation de signature.

École du Louvre

- Page 72 Décision du 22 décembre 2005 modifiant la décision du 16 février 2005 portant délégation de signature.

Mesures d'information

- Page 73 **Relevé de textes parus au Journal officiel**
- Page 87 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)
- Page 93 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté n° MH.60-IMM.057 du 14 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Verneuil-en-Halatte (Oise).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 3 novembre 1927 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église de Verneuil-en-Halatte (Oise) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 28 avril 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par la commune de Verneuil-en Halatte en date du 12 juillet 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de Verneuil-en-Halatte (Oise) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa qualité architecturale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques l'église de Verneuil-en-Halatte (Oise) en totalité, figurant au cadastre section AL sous le n° 373, d'une contenance de 6ca, appartenant à la commune de Verneuil-en-Halatte (Oise) depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956, dont le n° SIREN est 216-006-619.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 3 novembre 1927.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° IMM.05.058 du 30 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques, de l'ensemble des façades et toitures ainsi que du sol de la parcelle de l'hôtel de Guines situés 51, rue de Visien à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrête en date du 25 juin 1963 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble des façades et toitures ainsi que du sol du jardin de l'ancien hôtel de Guines, situés 51, rue de Visien à Courbevoie (Hauts-de-Seine) ;

Vu l'arrête du 10 avril 1980 portant classement du rez-de-chaussée de la façade sud et de la pièce du rez-de-chaussée avec leur décor directoire, des trois pièces du premier étage avec leur décor Louis XVI ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 7 décembre 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donné le 12 février 2004 par M. Frémont Henri, propriétaire ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'hôtel de Guines à Courbevoie présente au point de vue de l'histoire et

de l'art un intérêt public en raison du rare témoignage qu'il constitue « maison des champs » construite au XVIII^e siècle sur les coteaux dominant la Seine, à proximité de Paris,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés au titre des monuments historiques l'ensemble des façades et toitures de l'hôtel de Guines situé 51, rue de Visien à Courbevoie (Hauts-de-Seine), ainsi que le sol de la parcelle sur lequel il est implanté, figurant au cadastre section S sous le n° 108 d'une contenance de 24a 13ca et appartenant à M. Martin de Fremont Henri, né le 6 février 1913 à Poitiers (Vienne), docteur en médecine retraité, époux de Mme Hadenque Marie-Jeanne.

Celui-ci en est propriétaire par acte passé le 27 octobre 1976 devant M^e Asselin, notaire à Paris (16^{ème}) et publié au bureau des hypothèques de Nanterre (Hauts-de-Seine), le 29 décembre 1976, volume 2395, n° 7.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Le présent arrêté se substitue en totalité à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 25 juin 1963 susvisé et se substitue en ce qui concerne le rez-de-chaussée de la façade sud à l'arrêté de classement du 10 avril 1980 également susvisé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département des Hauts-de-Seine, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.059 du 30 novembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques du fort du Portalet à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 26 août 1992 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments

historiques de la totalité du fort du Portalet à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques) ;

Vu l'arrêté en date du 26 août 1992 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du pont d'accès au fort du Portalet enjambant le Gave d'Aspe à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques) ;

Vu l'arrêté en date du 26 août 1992 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du fort du Poutou, fort primitif du Portalet à Borce (Pyrénées-Atlantiques) ;

Vu l'arrêté en date du 11 octobre 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la route d'accès et des fortifications annexes du fort du Portalet à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 10 mars 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération en date du 21 juin 2004 du conseil de communauté de la communauté de communes de la vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantiques), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du vaste ensemble fortifié du Portalet à Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public car il s'agit d'une des défenses les plus abouties de toutes les fortifications des Pyrénées, qui constitue un jalon important dans l'histoire des fortifications du XIX^e siècle et s'insère de façon exceptionnelle dans son environnement paysager,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées en totalité les parties suivantes de l'ensemble fortifié du fort du Portalet, situé sur les communes de Borce et Etsaut (Pyrénées-Atlantiques) :

- la totalité du fort du Portalet, située à Etsaut sur la parcelle n° 118, d'une contenance de 17ha 18a 60ca, figurant au cadastre section C ;

- le fort du Poutou situé sur les parcelles n°s 21 et 22 d'une contenance respective de 31ca et 33ca et figurant au cadastre section B ;

- la route en lacets menant au fort, située sur la parcelle n° 118, déjà citée ;

- un poste de garde situé sur la parcelle n° 23 d'une contenance de 73a 60ca, situé sur le territoire de Borce, figurant au cadastre section B ;

- des fortifications annexes formées par deux traverses (épaulements maçonnés) ;

- la première traverse est située sur la parcelle n° 118 déjà citée ;
- la deuxième traverse est située sur le territoire de Borce, sur la parcelle n° 24, d'une contenance de 81a 50ca, figurant au cadastre section B ;
- le pont d'accès au fort du Portalet, enjambant le Gave d'Aspe est situé à Borce, sur la parcelle n° 23 déjà citée et à Etsaut, sur la parcelle n° 118, déjà citée.

L'ensemble appartient :

- par acte d'acquisition passé les 7 et 13 septembre 1999 devant M^e Fabre, notaire à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques) et publié au bureau des hypothèques de Pau, le 16 septembre 1999, volume 1999P, n° 2429 ;
- à la communauté des communes de la vallée d'Aspe, communauté de communes constituée le 31 décembre 1994, n° SIREN 246 401 624 000 19, dont le siège est au Moulin Bladé, RN 134 à Accous (Pyrénées-Atlantiques) et dont le représentant responsable est M. Rose René, maire de Borce (Pyrénées-Atlantiques) demeurant à la même adresse.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue aux trois arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 26 août 1992 et à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 11 octobre 2005, susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et à la communauté de communes propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté modificatif n° MH.80-IMM.060 du 30 novembre 2005 à l'arrêté n° MH.80-IMM.050 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;
Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 10 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme) ;

Considérant que l'arrêté susvisé comporte deux erreurs matérielles, l'une dans l'intitulé du visa de l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques en date du 27 décembre 2004, l'autre dans la rédaction de l'article 2,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 10 octobre 2005 susvisé est ainsi modifié :

I. - Le visa suivant :

« Vu l'arrêté en date du 27 décembre 2004 portant inscription au titre des monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme) »

est remplacé par le visa suivant :

« Vu l'arrêté en date du 27 décembre 2004 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble comprenant le château de Digeon, façades et toitures, son parc et jardin, y compris le potager et sa ferme modèle en totalité, situé au hameau de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme) ».

II. - L'article 2 est ainsi rédigé :

« Le présent arrêté se substitue pour la partie classée à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 27 décembre 2004 ».

Le reste de l'arrêté est inchangé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° MH.05-IMM.061 du 2 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Paul (ancienne église des Cordeliers) à Beaucaire (Gard).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;
Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;
Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif

à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Saint-Paul à Beaucaire (Gard) en date du 4 juillet 1942 ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Languedoc-Roussillon entendue, en sa séance du 30 septembre 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue, en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement parmi les monuments historiques donnée par délibération du conseil municipal, en date du 20 février 2003 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'église Saint-Paul (ancienne église des Cordeliers) de Beaucaire (Gard) présente un intérêt public d'histoire et d'art en raison de la qualité de son architecture gothique bien conservée et de l'importance de son mobilier et des réaménagements réalisés au XIX^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Paul (ancienne église des Cordeliers) de Beaucaire (Gard) avec le sol de la parcelle, section AY, n° 198, d'une contenance de 11a 59ca et appartenant depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956 à la commune de Beaucaire identifiée sous le n° SIRET 213 000 326 000 16.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en date du 4 juillet 1942 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.062 du 5 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1988 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 3 février 2005 ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement parmi les monuments historiques donnée par délibération du conseil municipal de la commune propriétaire, en date du 27 septembre 2003 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public car il représente un remarquable témoignage d'édifice privé de la fin du XVIII^e siècle dû à l'architecte de la province Jean-Arnaud Raymond,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques, les parties suivantes de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) :

- les façades et toitures, y compris de la construction de Raymond sur le côté sud de la cour de l'hôtel,
- le sol de la cour,
- le rez-de-chaussée en totalité, et les cages d'escaliers en totalité ;

le tout situé 10, Grand-Rue et figurant au cadastre section EY, sur la parcelle n° 477, d'une contenance de 17a 68ca et appartenant depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956 à la commune de Nîmes (Gard) identifiée sous le n° SIREN 213 001 894.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 16 novembre 1988.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.063 du 5 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de certaines parties de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 3 février 2005 ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques des façades et toitures, du sol de la cour et du rez-de-chaussée en totalité, y compris la construction de Raymond sur le coté sud de la cour de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de sa cohérence d'hôtel particulier de la fin du XVIII^e siècle et de la qualité de l'architecture du début du XIX^e siècle quand l'hôtel servait de préfecture,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont inscrites au titre des monuments historiques, les parties non classées, de l'ancien hôtel Rivet à Nîmes (Gard), à savoir les 1^{er} et 2^{ème} étages ainsi que les façades et toitures de la galerie construite par l'architecte départemental Durant avec sa surélévation postérieure, coté sud de la cour de l'hôtel, situé 10, Grand-Rue et figurant au cadastre section EY, sur la parcelle n° 477, d'une contenance de 17a 68ca et appartenant depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956 à la commune de Nîmes (Gard) identifiée sous le n° SIREN 213 001 894.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH-IMM.064 du 12 décembre portant classement parmi les monuments historiques de l'ancienne université de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-897 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 20 juin 2001 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancienne université de Perpignan (Pyrénées-Orientales) ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 24 juin 2004 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune propriétaire en date du 23 septembre 2004 portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancienne université de Perpignan (Pyrénées-Orientales) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de ses bâtiments

datés de 1760-1763, bien conservés et de son importance symbolique dans l'histoire du Roussillon,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'ancienne université de Perpignan (Pyrénées-Orientales) y compris l'ancien amphithéâtre d'anatomie, le sol de la cour, la grille et tout ce qui constitue la pointe du triangle entourant l'amphithéâtre d'anatomie, située sur les parcelles n^{os} 122, 123, 124, d'une contenance respective de 11a 16ca, 54ca et 1a 1ca, figurant au cadastre section AD et appartenant à la commune de Perpignan depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 20 juin 2001.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.065 du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 17 mars 1975 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la maison construite par Hector Guimard à Hermanville-sur-Mer (Calvados) en totalité, y compris les deux murs de clôture et la barrière de bois séparant les jardins ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques, en totalité, de la

remise-garage de la maison dite « la Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 29 juin 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 24 janvier 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 9 juillet 2005 par M. Antoine Lecornu, propriétaire ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 9 juillet 2005 par M. Jean-Baptiste Lecornu, propriétaire ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 9 juillet 2005 par M. Matthieu Lecornu, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados) présente un intérêt public, du point de vue de l'histoire, de l'art et de l'architecture, cette villa balnéaire construite par Hector Guimard en 1899, étant l'une des rares encore subsistantes, expression très remarquable de l'Art nouveau,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques, en totalité, l'ensemble de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados), avec ses clôtures, portails et le sol de la parcelle, à l'exclusion de la remise-garage, figurant au cadastre section AE sur la parcelle n° 41 d'une contenance de 12a 98ca, 272, rue du Pré-de-l'Ile, et appartenant en indivision à :

- M. Lecornu Antoine, Charles, Jacques, né le 26 juin 1978 à Caen (Calvados), auditeur, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire ;

- M. Lecornu Jean-Baptiste, Marc, Pierre, né le 7 novembre 1979 à Caen (Calvados), notaire stagiaire, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire ;

- M. Lecornu Matthieu, Jean-Pierre, Adrien, né le 20 mars 1983 à Caen (Calvados), étudiant, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire.

Les intéressés en sont propriétaires par actes du 24 mai 1993 passé devant M^e Coquelin notaire à Ouistreham (Calvados), publié au 2^{ème} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 14 juin 1993, volume 1993P, n° 2227, et du 16 juin 1999 passé devant M^e Coquelin notaire à Ouistreham (Calvados), homologué par jugement du 3 janvier 2000, publié au 2^{ème} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 4 février 2000, volume 2000P, n°s 621 et 622.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 17 mars 1975 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrête n° MH.05-IMM.066 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de la remise-garage de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques, en totalité, de l'ensemble de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados), avec ses clôtures, portails et le sol de la parcelle, à l'exclusion de la remise-garage ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 29 juin 2004 ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques, en date du 24 janvier 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la remise-garage de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados), présente un intérêt d'art et d'histoire suffisant pour en justifier la préservation, comme élément faisant partie de l'ensemble de la villa construite par Hector Guimard en 1899,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est inscrite au titre des monuments historiques, en totalité, la remise-garage de la maison dite « La Bluette » à Hermanville-sur-Mer (Calvados), figurant au cadastre section AE sur la parcelle n° 41 d'une contenance de 12a 98ca, 272, rue du Pré-de-

l'Ile, et appartenant en indivision à :

- M. Lecornu Antoine, Charles, Jacques, né le 26 juin 1978 à Caen (Calvados), auditeur, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire ;

- M. Lecornu Jean-Baptiste, Marc, Pierre, né le 7 novembre 1979 à Caen (Calvados), notaire stagiaire, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire ;

- M. Lecornu Matthieu, Jean-Pierre, Adrien, né le 20 mars 1983 à Caen (Calvados), étudiant, demeurant 22, rue Beuvrelu à Caen (Calvados), célibataire.

Les intéressés en sont propriétaires par actes du 24 mai 1993 passé devant M^e Coquelin notaire à Ouistreham (Calvados), publié au 2^{ème} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 14 juin 1993, volume 1993P, n° 2227, et du 16 juin 1999 passé devant M^e Coquelin notaire à Ouistreham (Calvados), homologué par jugement du 3 janvier 2000, publié au 2^{ème} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 4 février 2000, volume 2000P, n°s 621 et 622.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.067 du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) : l'église abbatiale, en totalité, ainsi que la salle capitulaire ; les façades et les toitures de

l'ensemble des bâtiments, à l'exception des constructions ajoutées (bâtiment sud et cage d'ascenseur extérieure dans la galerie ouest du cloître) ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques en totalité, du réfectoire du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du 26 novembre 2004 du conseil de la communauté des Bénédictines de l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que la conservation du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison de la qualité de cette architecture monastique édifiée après-guerre et de l'originalité de la verrière de Sergio di Castro, réalisation majeure de l'art du vitrail,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques, les parties suivantes du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) :

- l'église abbatiale, en totalité,
- la salle capitulaire, en totalité ;

figurant au cadastre section HS, sur les parcelles n^{os} :
201 d'une contenance de 61a 55ca 6, rue de Mâlon,
202 d'une contenance de 9a 23ca 6, rue de Mâlon,

et appartenant à la communauté des religieuses Bénédictines de l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, congrégation religieuse reconnue légalement par ordonnance du 17 janvier 1827, n^o SIREN 780 713 384, ayant son siège 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados), et pour représentant responsable Mme Michelle Perreau, sœur prieure, demeurant 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados).

Celle-ci en est propriétaire par actes du 27 septembre 1956 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 2 janvier 1959, volume 882, n^o 20, du 30 avril 1974 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 26 juin 1974, volume 1231, n^o 19, du 9 juillet 1977 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des

hypothèques de Caen (Calvados), le 20 octobre 1977, volume 2339, n^o 4, et attestation rectificative du 3 décembre 1977, publiée au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 17 janvier 1978, volume 2438, n^o 7, étant précisé que par acte du 12 avril 1989 passé devant M^e Deshayes, notaire associé à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 8 juin 1989, volume 6653, n^o 15, la parcelle n^o 201 a été donnée à bail emphytéotique pour une durée de 99 ans à l'association Résidences Saint-Benoît, ayant son siège au monastère des Bénédictines, 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados), et pour représentant responsable M. Claude Morosolli, président du conseil d'administration, demeurant 154, rue de Saussure à Paris (17^{ème}).

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 29 mars 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, au propriétaire, et au preneur à bail emphytéotique, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o MH.05-IMM.068 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques du réfectoire du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) : l'église abbatiale, en totalité, ainsi que la salle capitulaire ; les façades et les toitures de l'ensemble des bâtiments, à l'exception des

constructions ajoutées (bâtiment sud et cage d'ascenseur extérieure dans la galerie ouest du cloître) ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques des parties suivantes du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) : l'église abbatiale en totalité, la salle capitulaire ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques, en date du 13 juin 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que le réfectoire du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados) présente un intérêt d'art et d'histoire suffisant pour en justifier la préservation, en raison de la qualité de son volume intérieur et de ses éléments spécifiques restés intacts comme la chaire de la lectrice,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est inscrit au titre des monuments historiques, en totalité, le réfectoire du monastère des Bénédictines à Caen (Calvados), figurant au cadastre section HS, sur la parcelle n° 201 d'une contenance de 61a 55ca, 6, rue de Mâlon, et appartenant à la communauté des religieuses Bénédictines de l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, congrégation religieuse reconnue légalement par ordonnance du 17 janvier 1827, n° SIREN 780 713 384, ayant son siège 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados), et pour représentant responsable Mme Michelle Perreau, sœur prieure, demeurant 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados).

Celle-ci en est propriétaire par actes du 27 septembre 1956 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 2 janvier 1959, volume 882, n° 20, du 30 avril 1974 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 26 juin 1974, volume 1231, n° 19, du 9 juillet 1977 passé devant M^e Deshayes, notaire à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 20 octobre 1977, volume 2339, n° 4 et attestation rectificative du 3 décembre 1977, publiée au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 17 janvier 1978, volume 2438, n° 7, étant précisé que par acte du 12 avril 1989 passé devant M^e Deshayes, notaire associé à Caen (Calvados), publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 8 juin 1989, volume 6653, n° 15, la parcelle n° 201 a été donnée à bail emphytéotique pour une durée de 99 ans à l'association Résidences Saint-Benoît, ayant son siège

au monastère des Bénédictines, 6, rue de Mâlon à Caen (Calvados), et pour représentant responsable M. Claude Morosolli, président du conseil d'administration, demeurant 154, rue de Saussure à Paris (17^{ème}).

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 29 mars 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, au propriétaire, et au preneur à bail emphytéotique, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.069 du 15 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église de Saint-Jean-des-Baisants (Manche).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 4 avril 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble des verrières de l'église de Saint-Jean-des-Baisants (Manche) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques, en date du 13 juin 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que l'église de Saint-Jean-des-Baisants (Manche) présente un intérêt d'histoire et d'art et suffisant pour en justifier la préservation, en tant qu'édifice représentatif du courant « traditionaliste » des églises de la Reconstruction, abritant des verrières de François Chapuis, œuvre majeure de l'art du vitrail de l'après-guerre,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est inscrite au titre des monuments historiques, en totalité, l'église de Saint-Jean-des-Baisants (Manche), figurant au cadastre section AB sur la parcelle n° DP, 51, place de l'Église, et appartenant à la commune de Saint-Jean-des-Baisants, n° SIREN 215 004 920.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 4 avril 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.070 du 16 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques du château de Villebois-Lavalette (Charente).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 18 juin 1915 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle et de l'enceinte du château de Villebois-Lavalette (Charente) ;

Vu l'arrêté en date du 18 juin 1973 portant inscription parmi les monuments historiques des façades et toitures du logis du XVII^e siècle et de la salle des gardes du château de Villebois-Lavalette (Charente) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes en date du 12 mai 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Fradin Norbert, représentant responsable et gérant de la SCI DFAA en date du 27 janvier 2005 et par la commune de Villebois-Lavalette, en date du 8 juillet 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Villebois-Lavalette (Charente) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt architectural, historique et archéologique de cet exceptionnel ensemble castral,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques en totalité, avec son sol, le château de Villebois-Lavalette (Charente), situé au cadastre, section AD, sous les parcelles n°s :

30	d'une contenance de	3a 34ca
31	d'une contenance de	11a 93ca
32	d'une contenance de	5a 32ca
33	d'une contenance de	12a 50ca
34	d'une contenance de	42a 42ca
35	d'une contenance de	32ca
36	d'une contenance de	23ca
37	d'une contenance de	25ca
38	d'une contenance de	22ca
39	d'une contenance de	14ca
40	d'une contenance de	20ca
41	d'une contenance de	22a 50ca
42	d'une contenance de	23a 28ca

et appartenant :

- les parcelles n°s 30 à 41 susnommées à la société dénommée «SCI DFAA», société civile immobilière identifiée sous le n° SIREN 419 300 496, constituée le 28 mai 1998, ayant son siège au château 16320 Villebois-Lavalette et pour représentant responsable M. Fradin Norbert, Joseph, gérant. Celle-ci en est propriétaire par acte passé le 9 octobre 1998 devant M^e Jean-Luc Chevalier, notaire à Montpellier, et publié au 1^{er} bureau des hypothèques d'Angoulême (Charente), le 19 novembre 1998, volume 1998P, n° 6444.

- la parcelle n° 42 susnommée à la commune de Villebois-Lavalette (Charente), identifiée sous le n° SIREN 211 604 087. Celle-ci en est propriétaire par acte passé antérieurement au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 18 juin 1915 et à l'arrêté d'inscription parmi les monuments historiques du 18 juin 1973, susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.071 du 19 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme des Plantins aux Etables (Haute-Loire).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Auvergne du 15 décembre 2000 ;

Vu l'arrêté en date du 9 avril 2001 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la ferme des Plantins aux Etables, en totalité ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2001 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le propriétaire le 18 novembre 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la ferme des Plantins aux Etables (Haute-Loire) présente un témoignage exemplaire de l'habitat rural de la région, exceptionnel à la fois par son ancienneté remontant au XVI^e siècle et son histoire liée également aux chartreux de Bonnefoy au XVIII^e siècle, ainsi que par la qualité très soignée de ses détails d'architecture et par son authenticité bien préservée ; qu'à ces divers titres, elle présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public,

Arrête :

Article 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques la ferme des Plantins aux Etables (Haute-Loire) en totalité, avec le sol de la parcelle d'assise et

ses murets d'accès, située sur la parcelle n° 67 d'une contenance de 24a 60ca figurant au cadastre section AO et appartenant à M. Jean-Charles de Vincenti, né le 4 juillet 1942 à Saint-Etienne (Loire), demeurant 7, rue Bixio à Paris (75007) par acte passé le 5 février 2005 devant M^e Vey, notaire au Puy (Haute-Loire) publié à la conservation des hypothèques du Puy (Haute-Loire), le 4 mars 2005, volume 2005P, n° 2503.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 9 avril 2001 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié à la conservation des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.072 du 20 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel Héré à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 24 mai 1928 portant classement parmi les monuments historiques des façades et toitures du pavillon sis 49, place de la Carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Lorraine en date du 14 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 11 octobre 2005 par M. Philippe Meyer, gérant de la Société immobilière de la Carrière, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'hôtel Héré à Nancy présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'exceptionnelle qualité de cet ensemble architectural, œuvre majeure d'Emmanuel Héré,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments historiques, les parties suivantes de l'hôtel Héré :

- l'ensemble des façades et toitures et le mur mitoyen qui sépare la cour de la parcelle n° 290,
- le sol de la cour, l'escalier et le perron,
- l'escalier d'honneur avec sa rampe, sa cage et le décor de celle-ci,
- le vestibule,
- l'escalier menant aux combles situé à côté de la cage de l'escalier d'honneur,
- l'escalier de service situé à l'ouest du corps de liaison,
- l'ensemble des caves, situées sous le pavillon et sous une partie du corps de liaison ;

situées 49, place de la Carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n° 292 d'une contenance de 5a 90ca figurant au cadastre section AN, et appartenant à la Société immobilière de la Carrière, société civile immobilière ayant son siège 1, place du château à Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle) et pour représentant responsable M. Meyer, gérant, demeurant 49, place de la Carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle), en tant qu'elle a remplacé le 15 septembre 2004 la société par actions simplifiée du même nom, qui en était propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 24 mai 1928 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.073 du 21 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier de l'ancien palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999, modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu la liste de 1840 portant classement parmi les monuments historiques du palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'arrêté en date du 14 mars 1944 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du cartouche sculpté, sur la porte d'accès du gardien du palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Lorraine en date du 14 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la délibération en date du 19 septembre 2005 du conseil municipal de la commune de Nancy, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ensemble immobilier lié à l'ancien palais ducal de Nancy présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'importance de cet ensemble unique et de son rôle de témoin dans l'histoire de la restauration,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments historiques les parties suivantes des immeubles liés à l'ancien palais ducal, localisées sur le plan annexé au présent arrêté :

- façades et toitures du bâtiment Morey,
- façades et toitures du bâtiment de la petite carrière,
- le mur situé à la limite de la parcelle n° 293, vestige du Louvre de Boffrand,

- façades et toitures de l'ancienne petite écurie adossée à ce mur, en fond de parcelle,
- façades et toitures de l'ancien bâtiment scolaire adossé à ce mur, en fond de parcelle,
- le sol des cours du palais et de la petite carrière ;

situées 64, Grande-Rue à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n° 105 d'une contenance de 52a 5ca, figurant au cadastre section AL, et appartenant à la commune de Nancy depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté complète la liste de 1840 susvisée.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

(L'annexe est disponible à la direction de l'architecture et du patrimoine, sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés)

Arrêté n° MH.05-IMM.074 du 21 décembre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques des parties intérieures du bâtiment de la petite carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Lorraine en date du 14 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la liste de 1840 portant classement parmi les monuments historiques du palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'arrêté en date du 14 mars 1944 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments

historiques du cartouche sculpté, sur la porte d'accès du gardien du palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'arrêté en date du 21 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier de l'ancien palais ducal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que les parties intérieures du bâtiment de la petite carrière, lié à l'ancien palais ducal de Nancy, présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en justifier la conservation,

Arrête :

Art. 1^{er}. – sont inscrites au titre des monuments historiques les parties intérieures du bâtiment de la petite carrière, situé 64, Grande-Rue à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n° 105 d'une contenance de 52a 5ca, figurant au cadastre section AL, et appartenant à la commune de Nancy depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.075 du 21 décembre 2005 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier du palais du Gouvernement à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 27 décembre 1923 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties du palais du Gouvernement : façade

et toitures du palais avec ses deux exèdres et leurs portes, à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Lorraine en date du 14 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la délibération en date du 19 septembre 2005 du conseil municipal de la commune de Nancy, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation palais du Gouvernement à Nancy présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt historique et architectural de cette composition exceptionnelle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes du palais du Gouvernement, localisées sur le plan annexé au présent arrêté :

- les façades et toitures de la grande écurie,
- les façades et toitures du bâtiment triangulaire adossé à l'hémicycle dans la cour ouest,
- le sol du jardin,
- le sol des deux cours situées de part et d'autre du palais ;

situées place de la Carrière à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n° 293 d'une contenance de 1ha 27a 95ca, figurant au cadastre section AN, et appartenant à la commune de Nancy depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 27 décembre 1923 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

(L'annexe est disponible à la direction de l'architecture et du patrimoine, sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés)

Arrêté n° MH.05-IMM.076 du 21 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties appartenant à l'ensemble immobilier de l'ancien couvent des Cordeliers à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu la liste de 1846 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle des Cordeliers à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'arrêté en date du 22 février 1945 portant classement parmi les monuments historiques du portail de la maison de Jean Lamour sise au 32, rue Notre-Dame et de son vantail, remontés au couvent des Cordeliers à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Lorraine en date du 14 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la délibération en date du 19 septembre 2005 du conseil municipal de la commune de Nancy, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien couvent des Cordeliers de Nancy présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt historique de ce couvent directement lié à la vie du palais ducal et de la rareté de l'architecture conventuelle cordelière en Lorraine,

Arrête :

Article 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes de l'ancien couvent, localisées sur le plan annexé au présent arrêté :

- l'ensemble des façades et toitures,
- l'escalier XVIII^e siècle situé dans l'aile nord,
- les caves se trouvant sous le corps de bâtiment situé entre la petite cour et la rue,
- le sol des trois cours ;

situées 66, Grande-Rue à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n° 75 d'une contenance de 21a 20ca, figurant au cadastre section AL, et appartenant à la commune de Nancy depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté complète la liste de 1846 susvisée et l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 22 février 1945 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

(L'annexe est disponible à la direction de l'architecture et du patrimoine, sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés)

Arrêté n° 077 du 23 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Émagny (Doubs).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 19 janvier 1993 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du parc du château de Moncley (Doubs) :

- cour d'honneur et son mur de soutènement,
- allée de tilleuls dans l'axe du corps de logis vers l'ouest,
- portail de l'entrée dans la propriété, côté sud, « 1804 »,
- parterre et vestiges de l'ancien château à l'est,
- cour de la ferme et son mur de soutènement,
- sol, murs et portail du potager ;

Vu l'arrêté en date du 13 janvier 1944 portant classement parmi les monuments historiques du château de Moncley (Doubs) et de ses dépendances

(basse-cour et écuries) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Franche-Comté en date du 28 juin 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 16 juin 2003 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 20 juillet 2005 par Mme Marie-Calixte Bordeaux-Groult et Mlle Élisabeth Bordeaux-Groult, propriétaires ;

Vu l'arrêté en date du 23 décembre 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties de l'assise foncière du domaine du château de Moncley (Doubs) constituées par les parcelles n°s 13 et 14, figurant au cadastre section A d'Émagny (Doubs) ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Émagny (Doubs) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de l'œuvre de Bertrand,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques l'ensemble domanial constitué par le château de Moncley (Doubs) comprenant l'ensemble des bâtiments, en totalité, y compris les décors, l'assise foncière avec les cours, les parc, potager, verger et avenue d'accès, y compris les murs de clôture et de soutènement, le portail, les sous-sols du parterre avec les vestiges de l'ancien château à l'est, situé :

- sur les parcelles n°s 309, 415, 414, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 372, 373, 374, 375, 376 et 407, d'une contenance respective de 2ha 65a 38ca, 4ha 76a 30ca, 6ha 91a 30ca, 9a 73ca, 23a 56ca, 3ha 92a 60ca, 33a 32ca, 70a 82ca, 15a 8ca, 1ha 81a 35ca, 89a 60ca, 5ha 67a 50ca, 1ha 60a 10ca, 2ha 2a 82ca, 19a 65ca, figurant au cadastre section C de Moncley (Doubs),

- sur les parcelles n°s 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 205 et 46, d'une contenance respective de 79a 57ca, 1a 8ca, 3a 82ca, 88a 15ca, 10a 40ca, 38a 98ca, 1ha 64a 35ca, 1ha 2a 20ca, 81a 10ca, 43a 42ca, 32a 32ca, 85a 25ca, 1a 18ca, figurant au cadastre section D de Moncley (Doubs),

- sur les parcelles n°s 12, 15, 16 et 435, d'une contenance respective de 2ha 47a 75ca, 4a 90ca, 89a 25ca, 9a 80ca, figurant au cadastre section A d'Émagny (Doubs) ;

et appartenant :

* Pour les parcelles n°s 46, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 205 et 200, section D de Moncley et pour les parcelles n°s 372, 373 et 407, section C de Moncley :

- pour la totalité de l'usufruit :

. à Mme Odette, Thérèse, Marie-Calixte, Vyau de Lagarde, née le 16 janvier 1943 à Bucarest (Roumanie), épouse de M. Pierre Bordeaux-Groult, demeurant à Paris (7^e) – 118, rue du Bac, mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple ;

- pour la totalité de la nue-propriété :

. à Mlle Élisabeth, Charlotte, Jacqueline, Marie, Odette, Bordeaux-Groult, née le 15 novembre 1983 à Clamart (Hauts-de-Seine), célibataire, demeurant à Paris (7^e) – 118, rue du Bac.

Les intéressés en sont propriétaires :

- pour une moitié :

. suite au partage des biens dépendant de la succession de M. Jean Vyau de Lagarde décédé à Paris le 12 janvier 1984, acte passé devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), le 21 novembre 1985, et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 13 décembre 1985, volume 3377, n^o 4,

. suivi d'une attestation rectificative en date du 18 février 1986, passée devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), et publiée au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 5 mars 1986, volume 3434, n^o 2 ;

- pour l'autre moitié :

. par un acte en date du 3 mai 1996, passé devant M^e Philippe, notaire associé à Besançon (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 27 juin 1996, volume 1996P, n^o 5206.

* Pour les parcelles n^{os} 309, 415, 414, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 374, 375 et 376, section C de Moncley et pour les parcelles n^{os} 15 et 16, section A d'Émagny : à Mlle Élisabeth, Charlotte, Jacqueline, Marie, Odette, Bordeaux-Groult, née le 15 novembre 1983 à Clamart (Hauts-de-Seine), célibataire, demeurant à Paris (7^e) – 118, rue du Bac.

L'intéressée en est propriétaire par un acte des 25 et 28 avril 1992 passé devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 29 juillet 1992, volume 1992P, n^o 4446.

* Pour la parcelle n^o 12, section A d'Émagny : à Mlle Élisabeth, Charlotte, Jacqueline, Marie, Odette, Bordeaux-Groult, née le 15 novembre 1983 à Clamart (Hauts-de-Seine), célibataire, demeurant à Paris (7^e) – 118, rue du Bac.

L'intéressée en est propriétaire par un acte des 21 et 26 septembre 1995 passé devant M^e Philippe, notaire à Besançon (Doubs) et M^e Bourgeois, notaire à Saint-

Vit (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 16 novembre 1995, volume 1995P, n^o 8823.

* Pour la parcelle n^o 435, section A d'Émagny : à Mlle Élisabeth, Charlotte, Jacqueline, Marie, Odette, Bordeaux-Groult, née le 15 novembre 1983 à Clamart (Hauts-de-Seine), célibataire, demeurant à Paris (7^e) – 118, rue du Bac.

L'intéressée en est propriétaire par un acte du 23 janvier 1996 passé devant M^e Philippe, notaire à Besançon (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 11 mars 1996, volume 1996P, n^o 2215.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 13 janvier 1944 et à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 19 janvier 1993 susvisés.

Art. 3. - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 23 décembre 2005 susvisé.

Art. 4. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 5. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 078 du 23 décembre 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de parties de l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Emagny (Doubs).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Franche-Comté en date du 28 juin 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 16 juin 2003 ;

Vu l'arrêté en date du 23 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ensemble domanial constitué par le château de Moncley (Doubs) comprenant l'ensemble des bâtiments, en totalité, y compris les décors, l'assise foncière avec les cours, les parc, potager, verger et avenue d'accès, y compris les murs de clôture et de soutènement, le portail, les sous-sols du parterre avec les vestiges de l'ancien château à l'est, situé à Moncley (Doubs) et Émagny (Doubs) ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que l'ensemble domanial du château de Moncley (Doubs) à Moncley (Doubs) et Émagny (Doubs) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la qualité de l'œuvre de Bertrand,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties de l'assise foncière du domaine du château de Moncley (Doubs) constituées par les parcelles n^{os} 13 et 14, d'une contenance respective de 1ha 99a 30ca et 9a 30ca, figurant au cadastre section A d'Émagny (Doubs), et appartenant à Mme Anne, Marie-Claire, Comte, divorcée de M. Guy Monnard, née à Émagny (Doubs), le 13 août 1942, et demeurant à 25170 Émagny – 24, rue Chevalier (Doubs).

L'intéressée en est propriétaire par un acte (donation-partage) du 9 septembre 1972, passé devant M^e Guillaume, notaire à Recologne (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 15 novembre 1972, volume 319, n^o 28.

Étant précisé que :

- M. Albert, Marie, Alphonse, Comte, usufruitier, né le 13 novembre 1903 à Émagny (Doubs), est décédé le 23 avril 1984,

- Mme Flora Blettner, usufruitière, née le 24 février 1915 à Abreschviller (Moselle), est décédée le 30 juin 2001.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 23 décembre 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 079 du 29 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance située sur le territoire de la commune de Saint-Denis (La Réunion).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre 6, titres I et II ;

Vu le décret du 18 mars 1924 pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu l'arrêté en date du 29 mars 1996 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance située sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 15 novembre 2005, La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 12 janvier 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 12 novembre 2004 par la commune de Saint-Denis, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance présente un intérêt historique en raison de sa qualité architecturale de style néogothique et de la qualité du décor peint, de ses vitraux et de sa structure métallique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance, y compris son terrain d'assiette contenant le parvis, le calvaire, l'escalier d'accès, la grotte à la Vierge et le tombeau des prêtres, située sur le territoire de la commune de Saint-Denis, figurant au cadastre section AB, parcelle n^o 61, d'une contenance de 7a 90ca et appartenant à la commune de Saint-Denis (La Réunion), par acte antérieur au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, dans sa totalité à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en date du 29 mars 1996.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun pour ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.080 du 30 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle de l'ancien séminaire de Larressore (Pyrénées-Atlantiques).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 1^{er} mars 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancien séminaire de Larressore, (Pyrénées-Atlantiques) avec sa chapelle et le pont réalisé par Hiriart, les terrasses et leurs escaliers ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 10 juin 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du 13 janvier 2005 du conseil municipal de la commune de Larressore (Pyrénées-Atlantiques), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la chapelle de l'ancien séminaire de Larressore (Pyrénées-Atlantiques) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt exceptionnel et la richesse de son décor intérieur, réalisé par des artistes italiens à partir de 1828 et complété au cours du XIX^e siècle par un programme auquel participèrent des artistes locaux et parisiens de grande qualité,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité parmi les monuments historiques, la chapelle de l'ancien séminaire de Larressore (Pyrénées-Atlantiques), située sur la parcelle n° 67 d'une contenance de 2ha, 84a, 45ca, figurant au cadastre section AD et appartenant à la commune de Larressore (Pyrénées-Atlantiques, n° SIREN 216 403 170), par acte d'acquisition du 31 janvier 2000 passé devant M^e Clerisse, notaire à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) et publié au bureau des hypothèques de Bayonne, le 22 mai 2000, volume 2000P, n° 4351.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne la chapelle, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 1^{er} mars 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.081 du 30 décembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 26 septembre 1908 portant classement parmi les monuments historiques du chœur et de l'abside de l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne) ;

Vu l'arrêté en date du 2 avril 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties non classées de l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine en date du 11 décembre 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du 8 mars 2001 du conseil municipal de la commune de Lisle (Dordogne), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de ses éléments architecturaux et décors sculptés anciens,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité parmi les monuments historiques, l'église Saint-Martin de Lisle (Dordogne, n° SIREN 212 402 432), située sur la parcelle n° 114 d'une contenance de 4a, 90ca, figurant au cadastre section E et appartenant à la commune de Lisle (Dordogne), depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 2 avril 2004 et à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 26 septembre 1908 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THÉÂTRE ET DES SPECTACLES

Circulaire n° 2005/021 du 9 décembre 2005 relative à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicales.

Le ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des
affaires culturelles

S/c de madame et messieurs les préfets de région

Référence : Arrêté du 13 octobre 2005 relatif à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.

La présente circulaire a pour objet de préciser le dispositif prévu par l'arrêté du 13 octobre 2005 relatif à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicales applicable à partir de 2005.

Elle annule et remplace la circulaire n° 2001/026 du ministre de la culture et de la communication du 4 décembre 2001, la circulaire du ministre de la culture et de la communication du 28 novembre 2002, la circulaire n° 2003/024 du ministre de la culture et de la communication du 22 décembre 2003.

1) Objectifs et principes généraux

Le dispositif d'aide à la création et à l'innovation musicales organisé par l'arrêté cité en référence est mis en œuvre sous votre autorité par les directions régionales des affaires culturelles. Il constitue la formalisation de la procédure expérimentale progressivement initiée à partir de 2002.

Ce dispositif a pour objectif de soutenir des projets et des équipes artistiques qui, sur l'ensemble du territoire, contribuent au développement de la création et de l'innovation en musique, quelle que soit l'esthétique musicale concernée.

Il se distingue des procédures relatives aux aides qui peuvent par ailleurs être apportées à des compositeurs ou à des musiciens, à titre individuel.

Il vise à répondre de manière adaptée aux besoins des ensembles musicaux professionnels quelle que soit leur dénomination, ensembles, collectifs, compagnies, chœurs, groupes divers, etc. Il doit permettre notamment d'accompagner les équipes dans les évolutions de leurs parcours, de favoriser la reconnaissance de nouveaux talents et de soutenir la réalisation de projets singuliers.

Ce dispositif doit permettre également le soutien d'actions innovantes caractérisées par un propos artistique de qualité. Pour apprécier ce critère, qui doit être considéré comme essentiel lors de la présentation des demandes devant les commissions, vous vous appuyerez sur les avis des commissions consultatives et le cas échéant, du service de l'inspection et de l'évaluation.

Il vise enfin à ce qu'en tout point du territoire des équipes artistiques agissant dans le domaine de la musique puissent trouver les moyens d'épanouir leur travail de création et d'en faire bénéficier un large public tant au titre de la diffusion des œuvres qu'au

titre d'un travail d'action culturelle. Cet objectif doit s'apprécier région par région, au regard du paysage musical local.

Afin d'assurer une égalité de traitement des demandes sur l'ensemble du territoire, vous veillerez à ce que les procédures mises en place dans votre région s'inspirent des modalités qui suivent.

2) Dispositions relatives à la recevabilité des demandes

La procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicales s'adresse en priorité à des équipes artistiques professionnelles agissant dans le domaine musical et qui répondent à l'un ou l'autre des critères suivants :

- la recherche de nouveaux répertoires,
- l'innovation dans l'approche et l'interprétation des répertoires,
- les rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière,
- le travail en direction de nouvelles formes de concerts et de relations avec les publics,
- le croisement entre les disciplines artistiques (lyrique, théâtre musical, etc.).

Les ensembles concernés doivent conduire un projet artistique autonome et clairement identifié. Lorsqu'ils ne disposent pas de la personnalité juridique, les demandes sont présentées, pour leur compte, par les structures supports auxquelles ils sont rattachés.

Le champ musical concerné est d'une grande diversité artistique et professionnelle : musique vocale, musique instrumentale du répertoire sur instruments anciens ou sur instruments modernes, musique instrumentale de répertoire contemporain et de création, jazz, musiques improvisées, musiques actuelles, musiques expérimentales, musiques électroniques, musiques traditionnelles, musiques du monde, etc.

Cette procédure concerne les équipes œuvrant dans le domaine du spectacle vivant, c'est-à-dire dont les productions sont destinées à une rencontre directe avec le public. Cette rencontre suppose par conséquent la présence physique d'artistes lors de l'exécution de l'œuvre. En particulier, ne sont donc pas recevables dans le cadre de cette procédure les projets musicaux conçus spécifiquement pour un support audiovisuel ou multimédia ni les équipes qui se consacrent exclusivement à ce type de projets.

Les aides à la création et à l'innovation musicales sont destinées à des équipes qui développent une part significative de leur activité sur le territoire français.

Si la logique d'ancrage territorial est privilégiée, elle ne doit pas conduire à exclure du bénéfice des aides, des ensembles qui inscriraient la mobilité dans le cadre de leur projet artistique, à l'échelon national, voire, pour une part, international. A cet égard, vous veillerez à ne pas pénaliser les équipes qui sont amenées à travailler la même année dans plusieurs régions ou à changer de région au gré des coproducteurs et des partenaires financiers qu'elles parviennent à réunir.

Dès lors que le siège social du demandeur se situe hors de votre région, vous prendrez l'attache de la direction régionale des affaires culturelles où il est établi, afin d'identifier les demandes concomitantes présentées dans d'autres régions. Un même ensemble peut en effet, à titre exceptionnel et si les activités qu'il conduit le justifient, solliciter des aides au projet dans plus d'une région au cours de la même année. Dans ce cas, vous vérifierez toutefois que les dossiers de candidatures déposés fassent état des aides et demandes relevant des autres régions concernées.

En revanche, un ensemble déjà aidé à la structuration ou au titre du conventionnement dans une région ne peut solliciter, pour la même période, un soutien relevant de l'une ou de l'autre des ces deux catégories dans une autre région.

Les équipes qui sollicitent une aide doivent fonctionner dans des conditions professionnelles. Sur ce point, outre la détention de la licence d'entrepreneur de spectacles, sont prises en compte :

- les conditions d'emploi et de rémunération des membres de l'équipe artistique, technique et administrative,
- la situation de la structure porteuse du ou des projets à l'égard des organismes de recouvrement des cotisations sociales (URSSAF, ASSEDIC, AUDIENS, Congés spectacle),
- la réalité des apports en production,
- dans le cadre d'une demande d'aide au projet, la confirmation de la date de présentation au public, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 13 octobre 2005 précité.

Les aides à la création et à l'innovation musicales visées par la présente circulaire sont par ailleurs compatibles avec l'attribution de commandes d'État aux compositeurs dont les œuvres sont interprétées par un ensemble bénéficiaire. Ces aides sont également compatibles avec les soutiens spécifiques apportés dans le cadre de programmes de développement menés par les directions régionales des affaires culturelles en partenariat avec d'autres départements ministériels (éducation nationale, emploi, etc.) et avec les collectivités territoriales.

Enfin, il convient de noter que les interventions de l'État organisées par la procédure d'aide à la création et à l'innovation musicales visent en priorité à permettre à des ensembles et groupes musicaux professionnels, la réalisation d'actions relevant du spectacle vivant qui ne pourraient, d'un point de vue économique, se développer sans cette contribution.

C'est pourquoi les ensembles musicaux professionnels ressortissant au secteur commercial n'ont pas vocation à bénéficier des dispositions de la présente circulaire. C'est notamment le cas des ensembles et groupes musicaux dont l'équilibre économique est déjà garanti en raison d'un fonctionnement majoritairement financé dans le cadre d'actions relevant des industries musicales du disque et de l'audiovisuel.

De ce point de vue, les dossiers fournis par les ensembles candidats doivent permettre de vérifier la nécessité économique d'un soutien financier de l'État.

3) Dispositions relatives aux conditions d'examen des différentes aides

L'examen des demandes s'appuie sur l'instruction des dossiers conduite par les directions régionales des affaires culturelles. Vous veillerez à ce que cet examen tienne compte des avis des commissions consultatives prévues par l'arrêté précité, ainsi que de ceux du service de l'inspection et de l'évaluation et qu'il se déroule conformément aux considérations suivantes.

L'aide au projet

Sont prioritaires pour bénéficier de l'aide au projet, les ensembles musicaux professionnels qui embrassent tout le processus allant de la recherche et de l'écriture à la représentation publique, en passant par la phase de production proprement dite et par un accompagnement du projet en termes d'action culturelle.

En ce qui concerne les premières aides au projet, il convient d'accompagner en priorité les projets qui attestent d'une démarche originale. Les éléments relatifs au parcours antérieur des porteurs de projet font par ailleurs l'objet d'un examen attentif.

Pour les équipes ayant déjà obtenu une ou plusieurs aides au projet, l'octroi d'une nouvelle aide doit prendre en compte le bilan des opérations précédentes et particulièrement les efforts entrepris pour présenter l'œuvre à un large public et la faire circuler.

L'aide à la structuration

L'aide à la structuration a pour objectif de soutenir l'activité globale d'un ensemble musical professionnel et non une seule production ou un seul projet.

Elle vise en priorité à soutenir une étape de développement d'un ensemble permettant de réunir progressivement les conditions d'un fonctionnement stable pouvant viser à une implantation durable sur un territoire.

Elle peut aussi être attribuée à un ensemble qui connaît une phase de redéfinition de son activité au terme d'un conventionnement.

Tant pour créer la dynamique recherchée que dans le souci de favoriser l'émergence et de ne pas figer des situations acquises, l'aide à la structuration, qui est annuelle, ne pourra être apportée plus de trois fois consécutives à un même ensemble.

L'aide dans le cadre d'un conventionnement

Le conventionnement concerne des ensembles musicaux dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, d'innovation, de création et de diffusion sont soulignés par les commissions consultatives.

Il est attendu des organismes bénéficiaires d'une convention :

- un projet caractérisé par une ligne artistique claire,
- la recherche d'un équilibre entre de nouveaux programmes et la reprise d'œuvres antérieurement présentées,
- un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une ou plusieurs institutions,
- un rayonnement et une activité régulière portés par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques et administratifs,
- un partenariat avec les collectivités territoriales.

Les conventions sont signées pour trois ans. Elles comportent, à côté de la définition du projet et de l'activité artistique, un cahier des charges établi en adéquation avec les missions sociales et territoriales définies par la charte des missions de service public du spectacle vivant et avec l'engagement financier du ministère de la culture et de la communication.

Avant leur renouvellement, les conventions doivent faire l'objet d'un bilan comprenant une analyse rendue par l'organisme bénéficiaire au plus tard six mois avant le terme de la convention et portant sur le travail accompli en regard des objectifs fixés, ainsi que sur les évolutions envisagées pour l'avenir. Ces éléments comprennent notamment un état précis et détaillé rendant compte de l'impact observé auprès du public (fréquentation des spectacles et opérations d'action culturelle).

Ces éléments, complétés par l'appréciation de l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques compétent et par l'analyse des services de la direction régionale des affaires culturelles, relatives à l'activité artistique de l'ensemble, à son fonctionnement, à son rayonnement national et international, au partenariat qu'il aura mobilisé et à l'impact de son travail d'action culturelle, sont transmis à la commission consultative.

Vous veillerez à ce que les membres de la commission puissent disposer de la totalité de ces pièces avant de juger de l'opportunité du renouvellement d'une aide au conventionnement, les décisions de cette nature ne devant pas revêtir un caractère automatique pour ne pas risquer de figer des situations acquises.

4) Dispositions relatives à la composition des commissions et à leur fonctionnement

Composition des commissions

Les membres des commissions consultatives sont choisis en raison de leur expérience dans le domaine de la musique ou du lien qu'ils entretiennent avec l'actualité musicale. Peuvent notamment être sollicités des professionnels et en premier lieu des artistes créateurs et interprètes, des programmateurs ou responsables d'institutions musicales telles que studios, orchestres et maisons d'opéra, des directeurs ou enseignants d'établissements d'enseignement spécialisé, des musicologues, des universitaires et des journalistes. La composition de la commission tient également compte de la diversité du champ géographique dans lequel évoluent les ensembles qui sollicitent une aide.

D'une façon générale, il n'est pas souhaitable de nommer comme membres des commissions des personnes concourant à titre consultatif ou décisionnel à une procédure d'aide publique en faveur des ensembles musicaux, relevant de collectivités territoriales et applicable dans le même ressort géographique.

Ces personnes peuvent en revanche être utilement invitées à assister aux séances des commissions.

Organisation des travaux

L'organisation des travaux, leur animation et le secrétariat de la commission sont assurés par la direction régionale des affaires culturelles de la région dans laquelle la commission est constituée.

Les conseillers chargés de la musique au sein de la direction régionale des affaires culturelles, le cas échéant, celui de la direction régionale des affaires culturelles de la région limitrophe qui sollicite les avis

de la commission dans le cadre des dispositions de l'article 14 de l'arrêté du 13 octobre 2005 précité et un membre au moins du « collège musique » du service de l'inspection et de l'évaluation compétent pour le secteur géographique concerné ou désigné par le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, assistent aux séances de la commission sans voix délibérative.

Les membres de la commission reçoivent, cinq jours au moins avant la date de leur réunion, une convocation écrite comportant l'ordre du jour et, éventuellement, les documents nécessaires à l'examen des dossiers qui y sont inscrits, conformément aux dispositions du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers.

Le quorum applicable est égal à la moitié plus un du nombre des membres votants de la commission, conformément aux dispositions du décret du 28 novembre 1983 précité. Les dossiers sont de préférence examinés par type de demande dans l'ordre suivant : aide au conventionnement, aide à la structuration, aide au projet. La liste des dossiers écartés pour des raisons administratives ainsi que les motifs de non recevabilité de ces dossiers sont communiqués au préalable à la commission.

Tout membre d'une commission ayant un intérêt personnel à un dossier examiné en séance n'assiste pas aux délibérations sur ce dossier et ne prend pas part au vote.

Les membres empêchés peuvent transmettre des éléments d'appréciation à la commission. Ils ne peuvent toutefois pas déléguer leurs votes. Les votes sont effectués à main levée. Ils portent sur l'opportunité d'allouer le type d'aide demandée.

Lorsque la commission se prononce défavorablement sur la demande déposée, elle peut être appelée à voter à nouveau sur un autre type d'aide que celui demandé.

Le procès-verbal indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et les votes concernant chacune des délibérations. En outre, tout membre de la commission peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité, conformément aux dispositions du décret du 28 novembre 1983 précité.

5) Dispositions relatives aux frais exposés par les membres des commissions dans l'exercice de leur mandat

Sont pris en charge, dans les limites prévues par la réglementation en vigueur, les frais de déplacement et d'hébergement exposés par les membres des

commissions lors des séances d'audition ou de délibération.

Par ailleurs, les frais exposés par les membres des commissions pour assister aux prestations scéniques d'ensembles musicaux relevant de la commission dans laquelle ils siègent ne peuvent être remboursés que s'ils ont fait l'objet d'un accord préalable de la direction régionale des affaires culturelles de la région siège de la commission. A cet égard, sont pris en considération :

- la probabilité que le travail de l'ensemble concerné n'ait pas été suffisamment vu par les membres de la commission avant la réunion de celle-ci,
- les possibilités pour qu'un déplacement collectif puisse être organisé, notamment avec le concours des conseillers en charge de la musique dans les directions régionales des affaires culturelles de la zone concernée,
- la situation particulière des membres des commissions qui font la demande.

Dans tous les cas, ne peuvent prétendre à un tel remboursement les membres des commissions appartenant au personnel d'encadrement des institutions ou organismes subventionnés par l'État qui agissent dans le domaine de la création, de la production ou de la diffusion du spectacle vivant et notamment : théâtres et salles de spectacles, festivals, centres chorégraphiques ou dramatiques nationaux, associations régionales ou départementales de développement culturel.

6) Dispositions générales relatives au rôle des directions régionales des affaires culturelles

Les directions régionales des affaires culturelles sont les interlocuteurs directs des ensembles souhaitant bénéficier d'une aide.

Il leur revient notamment :

- a) d'informer les ensembles sur le dispositif en vigueur ;

b) de tenir des dossiers de demande à disposition des ensembles ;

c) d'établir la date limite de dépôt des demandes ;

d) d'examiner la recevabilité des dossiers reçus ;

e) de préparer pour chaque dossier un document qui en reprend les points essentiels à destination des membres de la commission ;

f) dans l'hypothèse où, dans le cas prévu à l'article 14 de l'arrêté précité, de recueillir les avis auprès de la commission constituée dans une région limitrophe, de transmettre au préfet de cette région, l'ensemble des dossiers et appréciations nécessaires au travail de la commission ;

g) de dresser le procès verbal des débats de la commission ;

h) de le communiquer, le cas échéant aux collectivités territoriales intéressées ;

i) de préparer les décisions d'attribution de subventions qui seront arrêtées par le préfet et de les notifier aux demandeurs ;

j) de restituer oralement aux ensembles qui en font la demande la synthèse des débats de la commission concernant leur demande.

Je vous précise enfin que je souhaite que, d'une façon générale, vous soyez attentifs aux conditions de diffusion des œuvres portées par les équipes artistiques que vous aiderez dans le cadre de cette procédure et que le cas échéant, vous puissiez favoriser, sous les formes les plus diverses, le fait qu'elles trouvent une large écoute auprès du public.

En cas de difficulté dans l'application de la présente circulaire, je vous remercie de vous adresser au chef du bureau de la production et de la création artistiques, sous-direction de la création et des activités artistiques à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Le ministre de la culture et de la communication,
Renaud Donnedieu de Vabres
(Annexe page suivante)

Annexe **Décision**

Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles,

Vu l'arrêté du relatif à la procédure d'aide à la création et à l'innovation musicales et notamment ses articles 3,4,5 et 7,

Décide :

Art 1^{er}. - Le montant minimum recommandé pour l'aide au projet s'élève à 9 000 euros.

Art 2. - Le montant minimum recommandé pour l'aide à la structuration s'élève, annuellement, à 23 000 euros.

Art 3. - Le montant minimum recommandé pour l'aide au conventionnement s'élève globalement à 150 000 euros pour les trois années de conventionnement, l'aide attribuée la première année étant au moins égale à 50 000 euros.

Art 4. - Il n'est pas prévu de montant maximum recommandé pour les aides visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus.

Fait à Paris, le

Le directeur de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles,
Jérôme Bouët

Circulaire n° 2005/022 du 19 décembre 2005 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2005/2006.

Le ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions
régionales des affaires culturelles)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la circulaire
fixant les conditions d'attribution des bourses d'études
pour l'année universitaire 2005/2006 ainsi que les
formulaires à remettre :

- aux élèves des conservatoires nationaux de région
et écoles nationales de musique, de danse et d'art
dramatique et des établissements assimilés (École
nationale supérieure de danse de Marseille et École
supérieure de danse de Cannes),
- aux étudiants des centres de formation des
enseignants de la danse et de la musique, des centres
d'études supérieures de musique et de danse inscrits
à la formation conduisant à la délivrance du diplôme

d'Etat de professeur de musique et du diplôme d'Etat
de professeur de danse et des centres de formation
des musiciens intervenants,

- aux personnes suivant dans l'un des centres habilités
par le ministère de la culture et de la communication
la formation conduisant à la délivrance du diplôme
d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code
de l'éducation).

La présente circulaire reprend l'ensemble des
dispositions de la circulaire n° 2005/002 du 13 janvier
2005.

Je vous rappelle que les élèves qui poursuivent un
cursus complet de formation dans plusieurs
établissements (conservatoires nationaux de région,
écoles nationales de musique, danse et art dramatique)
peuvent solliciter une bourse auprès de l'établissement
qui assure l'enseignement dans la discipline dominante
de référence, après accord des deux directeurs
(conservatoire national de région ou école nationale
de musique, danse et art dramatique) sur la désignation
de l'établissement référent pour la demande de bourse.

Le montant des droits d'inscription, qu'il vous appartient de rembourser aux étudiants qui bénéficient d'une bourse à taux 0 est porté à 165 euros.

Je vous remercie de me faire parvenir le procès verbal des commissions réunies à ce titre par vos services.

Le directeur de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles,
Jérôme Bouët

Bourses d'études aux élèves des conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, de danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) - aux étudiants des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, des centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et du diplôme d'État de professeur de danse et des centres de formation des musiciens intervenants - aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation) - Année scolaire 2005/2006.

Titre I - Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux

Préambule

Les bourses sur critères sociaux octroyées par le ministère de la culture et de la communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études spécialisées auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation familiale ou matérielle. Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal appréciées sur la base d'un barème national.

Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 5).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions, à l'attribution d'une bourse sur critères sociaux ou

d'une allocation d'études dans les conditions prévues par la présente circulaire.

1) Conditions générales : études ouvrant droit à la demande de bourse sur critères sociaux

Peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux :

- les élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) inscrits en troisième cycle spécialisé ou cycle d'orientation professionnelle et poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma d'orientation pédagogique propre à chaque discipline. L'une et l'autre conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique,
- les étudiants des centres de formation au diplôme d'État de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants,
- les personnes majeures suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation).

2) Conditions d'âge

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) :

- a) être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1981 au 31 décembre 1989, pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs) ;
- b) être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1989, pour les élèves chanteurs (classique, musiques actuelles, musiques traditionnelles) et les élèves des classes de composition électroacoustique.
- c) être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1993, pour les élèves danseurs ;
- d) être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1981 au 31 décembre 1989, pour les élèves comédiens.

Aucune dérogation à ces dispositions ne sera accordée aux élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes).

Ces conditions d'âge ne sont pas applicables aux étudiants du cycle professionnel du département d'art dramatique des conservatoires nationaux de région de

Montpellier et de Bordeaux, des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, des centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et du diplôme d'État de professeur de danse et des centres de formation des musiciens intervenants ni aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation).

3) Conditions de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés (cf. titre III).

4) Conditions de nationalité

Les bourses d'étude sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, ces aides peuvent être attribuées aux étudiants étrangers placés dans l'une des situations suivantes :

A - Étudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la Convention de Genève.

B - Étudiants de nationalité étrangère possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein et Norvège). Conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du traité de Rome et des articles 7 et 12 du règlement européen n° 1612/68 du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs communautaires, les étudiants européens doivent remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié,

- attester que leur père, leur mère ou leur tuteur légal a travaillé en France, au cours de l'année de référence, que ces activités ont été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié.

C - Étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident (en application des dispositions de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et portant création de l'office national d'immigration) domiciliés en France depuis au moins deux ans et dont le foyer

fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal) est situé en France depuis au moins deux ans, soit celui de l'année de référence (année n - 2).

D - Étudiants originaires des territoires (TOM) poursuivant des études supérieures en métropole ou dans un État du Conseil de l'Europe et ne percevant pas une aide du ministère de l'outre-mer, conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988 portant application aux territoires d'outre-mer du régime des bourses d'enseignement supérieur et des prêts d'honneur du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989 portant réglementation des bourses d'enseignement supérieur accordées par le ministère des départements et territoires d'outre-mer à certaines catégories d'étudiants des territoires d'outre-mer.

E - Étudiants andorrans de formation française.

Dans tous les cas, les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent en outre remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles relatives aux critères sociaux retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

5) Conditions de cursus pédagogique

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) :

a) Les élèves musiciens, hormis les chanteurs, doivent être inscrits :

- En cycle spécialisé et suivre une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la culture et de la communication*.

N.B : *Y compris dans les conservatoires de la ville de Paris qui dispensent la formation conduisant au diplôme d'études musicales délivré par le conservatoire national de région de Paris.

Lorsque l'instrument est la discipline dominante, les élèves doivent suivre, régulièrement, un cours de pratique collective et un cours de culture musicale*.

- En cycle de perfectionnement ou cycle dénommé « cycle d'enseignement supérieur » et suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs doivent être inscrits exclusivement :

- Dans le cursus des études de chant à partir de la seconde année (la 1^{ère} année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils doivent suivre une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale). Les candidats doivent indiquer dans le dossier de demande de bourse le cycle dans lequel ils sont inscrits.

N.B : A titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'étudiant si son projet professionnel l'exige.

c) Les élèves danseurs doivent être inscrits exclusivement :

- En troisième cycle d'orientation professionnelle conduisant à la délivrance du diplôme d'études chorégraphiques (DEC). Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer deux disciplines chorégraphiques dont une principale.

- En cycle secondaire conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études chorégraphiques de l'École nationale supérieure de danse de Marseille.

- En cycle supérieur conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études de l'école supérieure de danse de Cannes.

d) Les élèves comédiens doivent être inscrits exclusivement :

- En cycle d'orientation professionnelle dans les conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, danse et art dramatique, tel que défini par le schéma d'orientation pédagogique de l'enseignement initial du théâtre paru en juin 2001 et mis en place au sein d'établissements (ou regroupements d'établissements) d'enseignement artistique habilités par un accord formalisé avec l'État à délivrer, en fin de cycle, un diplôme d'études théâtrales (DET). Pour l'année scolaire 2003-2004, les établissements appelés à proposer ce cycle aux étudiants étaient les suivants : le conservatoire national de région de Grenoble, le conservatoire national de région de Poitiers, l'école nationale de musique de danse et d'art dramatique d'Avignon, le regroupement des établissements d'enseignement artistique de : Le Mans et La Roche-sur-Yon, le conservatoire national de région de Tours et l'école nationale de musique, danse et art dramatique d'Orléans, le conservatoire national de région de Saint-Denis de la Réunion et l'école nationale de musique, danse et art dramatique de Noisiel-Val-Maubuée. Pour l'année 2004-2005, le conservatoire national de région de Rennes.

Pour l'année 2005-2006 est ajoutée à cette liste, l'école départementale de théâtre de l'Essonne qui a mis en place un cycle d'enseignement professionnel initial théâtre (CEPIT).

- En cycle professionnel du département d'art dramatique des conservatoires nationaux de région de Montpellier et de Bordeaux.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L.362-1 du code de l'éducation), peuvent bénéficier d'une bourse d'études :

- Les candidats majeurs ayant réussi l'examen d'aptitude technique ou dispensés des épreuves de l'examen d'aptitude technique ou titulaires de l'unité de valeur technique et inscrits en formation à tout ou partie des unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse (d'une durée de 600 heures, réparties en 4 unités de valeur capitalisables) dans un centre de formation habilité par le ministère de la culture et de la communication, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article L. 362-1 du code de l'éducation.

La mention de l'obtention de cette bourse devra être portée sur le livret de formation du candidat, de même que les unités de formation pour lesquelles celle-ci a été attribuée.

6) Conditions de renouvellement

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région, des écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes), la bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

Un étudiant ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études "cycle spécialisé" (sauf dérogation exceptionnelle précisée en 5b supra), même si celles-ci sont prolongées au-delà de 5 ans ou si l'élève s'inscrit dans une autre discipline. Dans le cas d'inscription en cycle de perfectionnement, cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les cinq années de référence.

Pour les étudiants des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, des centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et du diplôme d'État de professeur de danse et des centres de formation

des musiciens intervenants, les bourses sont renouvelables une fois dans les mêmes conditions que pour leur attribution.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation), les bourses peuvent être renouvelées une fois, si les modalités de l'organisation des études le justifient (formation dispensée sur 2 ans).

7) Catégories exclues du dispositif

Sont exclus du bénéfice de ces bourses :

A - Les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires ou contractuels des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en exercice, en disponibilité, en congés sans traitement ou en sursis de première affectation.

B - Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

C - Les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi et qui perçoivent des allocations, et d'une manière générale, toute personne percevant une rémunération en tant que stagiaire de la formation professionnelle.

D - Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

E - Les jeunes recrutés en application de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes dans le cadre des emplois-jeunes et engagés par un contrat de travail de droit privé régi par les codes du travail et de la sécurité sociale.

N.B : Dans le cas d'une aide partielle du coût de sa formation (exemple : participation aux frais de déplacement), le demandeur doit fournir une attestation mentionnant le montant de l'aide accordée et l'organisme payeur (employeur, collectivité territoriale, ASSEDIC, FONGECIF, autre...).

8) Cumul

Une bourse sur critères sociaux est cumulable avec une bourse de mobilité, une bourse ERASMUS ou une bourse accordée par une collectivité territoriale. En revanche, elle n'est pas cumulable avec une bourse sur critères universitaires, une bourse de service public, une bourse de mérite, un prêt d'honneur (à l'exception d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux à l'échelon « zéro »), une bourse d'un autre

département ministériel⁽¹⁾, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

Titre II - Modalités de dépôt des demandes de bourses et d'examen des dossiers

1) Dépôt des demandes

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement, du centre de formation ou du centre habilité, dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou d'art dramatique.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

2) Examen des demandes

Les dossiers sont d'abord examinés :

- par les responsables pédagogiques et administratifs pour les dossiers déposés dans les centres de formation ou des centres habilités, qui portent une appréciation détaillée et motivée sur chacune des demandes,
- par une commission d'établissement, pour les dossiers déposés auprès des conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes).

La commission d'établissement est composée comme suit :

- le maire ou son représentant,
- le directeur de l'établissement ou son représentant,
- deux professeurs choisis par les professeurs,
- deux représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales,
- un représentant du bureau d'aide sociale de la mairie ou l'assistante sociale de l'établissement.

Elle examine les demandes et arrête une liste de candidats classés par échelon décroissant et par ordre alphabétique.

Elle transmet à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le délai de rigueur⁽²⁾, les dossiers de demandes accompagnés du procès-verbal de réunion et de la liste mentionnée ci-dessus.

⁽¹⁾ Les élèves lycéens, inscrits en cycle spécialisé et boursiers de l'éducation nationale reçoivent le complément qui aligne leur rémunération au niveau de la bourse culture à laquelle leur statut leur donne droit.

⁽²⁾ Cette date est fixée par les services compétents de la DRAC.

3) Commission régionale

Les dossiers de demande de bourse sont instruits au niveau régional par la commission consultative spécialisée réunie à l'initiative du directeur régional des affaires culturelles.

Elle comprend :

- le préfet de région ou son représentant,
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant,
- le conseiller pour la musique et la danse et le conseiller théâtre,
- l'inspecteur de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité musique, l'inspecteur de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité danse et l'inspecteur de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité théâtre, correspondants territoriaux,
- le délégué régional de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves des conservatoires,
- un représentant des associations locales de parents d'élèves,
- deux directeurs d'établissement : (conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique, centres de formation professionnelle : centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, centres d'études supérieures de musique et de danse, centres de formation des musiciens intervenants, écoles supérieures de danse ou théâtre),
- deux représentants des professeurs des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique, danse et art dramatique désignés par les instances syndicales représentatives ou des centres de formation concernés (n'appartenant pas aux mêmes établissements que les directeurs).

Le préfet de région peut décider d'inviter à titre consultatif toute personne qualifiée dont l'avis est susceptible d'éclairer les membres de la commission.

Après un examen du dossier, la commission émet un avis d'attribution, avec indication du taux proposé, ou de non-attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études.

Une décision de refus rendue par la commission régionale ne peut faire l'objet d'aucun recours dans le cas où le dossier a été mal instruit par l'établissement auprès duquel a été déposée la demande.

Titre III - Critères sociaux d'attribution-taux des bourses

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux étudiants qui remplissent les conditions générales définies au titre I.

Les bourses sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par l'article 203 du code civil qui impose aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

En conséquence, et en règle générale, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales, ainsi que des charges de l'étudiant, appréciées au regard du barème national.

1) Ressources à prendre en compte

Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année du dépôt de la demande) qui figurent à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement).

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

En cas de déclaration fiscale du candidat séparée de celle de ses parents, la pension alimentaire, éventuellement versée, est prise en compte lors du calcul, une seule fois.

Pour l'année universitaire 2005-2006, l'année de référence (n-2) est 2003.

Toutefois, à titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s), mesurée par l'INSEE, afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

a) En cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de

l'étudiant et/ou de son conjoint⁽³⁾ est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance).

En cas de séparation ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat sous réserve qu'un jugement prévoit pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. En l'absence d'un tel jugement les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du code civil. Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle qu'elle est définie à l'article 203 du code civil, il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

De même, dans les cas où, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

b) En cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

Les cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas uniquement retenue :

- L'étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité dont le conjoint⁽³⁾ ou le partenaire dispose de

ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC⁽⁴⁾ et lui permettant ainsi d'assurer l'indépendance financière du couple. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal. Cette situation concerne l'étudiant français ou étranger. Ce dernier doit résider en France depuis au moins deux ans.

- Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, même si, entre-temps ceux-ci ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage, elle continuera à lui être allouée.

- L'étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.

- L'étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

- L'étudiant orphelin de père et/ou de mère : prise en compte des revenus personnels et/ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

- Le candidat qui ne se déclare pas à la charge de ses parents doit justifier d'un revenu salarié égal au moins à 50 % du SMIC net⁽⁵⁾ (pensions alimentaires exclues) et d'un logement indépendant. Le montant du loyer ne doit pas être supérieur aux montants des revenus.

Il doit fournir des justificatifs de domicile (en cas de besoin, une enquête pourra être diligentée par les services sociaux de la ville), ainsi que son avis d'imposition ou de non imposition.

(suite page suivante)

⁽³⁾ Sont considérés comme des conjoints, les personnes mariées, pacsées, vivant maritalement ou en situation de concubinage depuis deux ans, attestée par la mairie.

⁽⁴⁾ Soit : 864,82 euros = à 90 % du SMIC net mensuel ou 10 377,94 euros = à 90 % du SMIC net annuel.

⁽⁵⁾ Soit : 480,46 euros = à 50% du SMIC net mensuel ou 5 765,52 euros = à 50 % du SMIC net annuel.

2) Les charges de l'étudiant et de sa famille

Les charges de l'étudiant	Points
Candidat boursier pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière ⁽⁶⁾	1 point
Candidat boursier dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point
Candidat boursier atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat) ⁽⁷⁾	2 points
Candidat boursier souffrant d'un handicap physique	2 points
Candidat boursier, étudiant à plus de 30 km ^(*) et à moins de 250 km de sa commune de résidence ⁽⁸⁾	2 points
Candidat boursier, étudiant à plus de 250 km ^(*) de sa commune de résidence	3 points
(*) aller simple	
Candidat boursier célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge ⁽⁹⁾	1 point x nbre
Les charges de la famille	Points
Candidat boursier dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) un ou plusieurs enfants (candidat boursier inclus)	1 point
Enfant à charge des parents, étudiant dans l'enseignement supérieur (à l'exclusion du candidat boursier) ⁽¹⁰⁾	3 points
Autre enfant à charge (à l'exclusion du candidat boursier) non étudiant dans l'enseignement supérieur	1 point

⁽⁶⁾ L'attribution de point de charge en faveur du candidat boursier pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par les décrets n° 79-845 du 26 septembre 1979 pris pour l'application de la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 accordant une protection particulière aux enfants de certains militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix, n° 81-328 du 3 avril 1981 accordant une protection particulière aux enfants des magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'État placés dans l'une de ces situations et n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant une protection particulière aux enfants mineurs des personnels occupés par les collectivités locales décédés ou dans l'incapacité de gagner leur vie par le travail en raison de blessures reçues dans l'accomplissement d'une mission ayant comporté des risques particuliers ou ayant donné lieu à un acte d'agression à compter du 15 avril 1982.

⁽⁷⁾ Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, soit par la commission départementale de l'éducation spéciale (CDES), soit par la Commission technique d'orientation de reclassement professionnel (COTOREP).

⁽⁸⁾ Le domicile de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence. Les étudiants inscrits dans les pays membres de l'Union européenne bénéficient à ce titre du nombre maximum de point de charge.

⁽⁹⁾ Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute aux charges des parents ou du tuteur légal. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute à ses charges.

⁽¹⁰⁾ Par enseignement supérieur, il faut entendre les années de formation post-baccalauréat poursuivies dans des établissements publics ou privés reconnus par l'État.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2005-2006, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqué ci-après :

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DES BOURSES

BARÈME DES RESSOURCES

Points de charge	ÉCHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	19 180	16 250	13 130	11 600	10 090	8 620
1	21 320	18 060	14 590	12 890	11 220	9 570
2	23 450	19 870	16 050	14 190	12 340	10 520
3	25 580	21 680	17 510	15 470	13 460	11 470
4	27 710	23 480	18 970	16 760	14 580	12 430
5	29 840	25 280	20 420	18 050	15 700	13 390
6	31 970	27 080	21 880	19 340	16 830	14 340
7	34 100	28 880	23 350	20 630	17 950	15 290
8	36 240	30 680	24 800	21 920	19 070	16 250
9	38 370	32 490	26 260	23 210	20 190	17 210
10	40 500	34 300	27 720	24 510	21 320	18 170
11	42 630	36 100	29 170	25 800	22 440	19 130
12	44 760	37 910	30 630	27 090	23 560	20 080
13	46 890	39 720	32 090	28 380	24 680	21 040
14	49 020	41 520	33 560	29 660	25 810	22 000
15	51 150	43 330	35 020	30 950	26 930	22 960
16	53 280	45 140	36 480	32 240	28 050	23 910
17	55 410	46 940	37 940	33 530	29 170	24 880

Échelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 euro
1 ^{er} échelon	1 335 euros
2 ^{ème} échelon	2 012 euros
3 ^{ème} échelon	2 578 euros
4 ^{ème} échelon	3 143 euros
5 ^{ème} échelon	3 607 euros

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

Titre IV - Situations particulières - allocations d'études

La commission consultative peut examiner, en vue de l'attribution d'une bourse sur critères sociaux, certaines situations qui ne sont pas prises en compte dans le cadre des principes de calcul généraux permettant de déterminer la situation sociale du demandeur.

Il s'agit, en particulier :

- d'étudiants élevés par des grands-parents sans décision judiciaire,
- d'étudiants dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan,
- d'étudiants dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme, par exemple, une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou en raison de la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles.

La commission consultative spécialisée mentionnée au titre II paragraphe 3) peut décider d'attribuer une allocation d'études (dossier social étudiant), correspondant à l'un des échelons (de 1 à 5) des bourses sur critères sociaux, aux étudiants qui se trouvent en situation :

- de rupture familiale avec leurs parents, situation

qui sera attestée par une évaluation établie par l'assistante sociale,

- de difficultés particulières non décrites ci-dessus,
- d'indépendance familiale avérée. Cette situation sera appréciée à partir d'un dossier préparé par les services sociaux et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante,
- de résider seul sur le territoire français alors que leur famille réside à l'étranger et que les revenus déclarés de celle-ci ne permettent pas d'apprécier leur droit à bourse. Cette situation ne concerne que les étudiants français.

Par ailleurs :

- les demandeurs doivent remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux,
- le renouvellement d'une allocation d'études est possible sous réserve que le candidat continue à remplir les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Une demande d'allocation d'études peut être déposée en cas de changement de situation familiale ou sociale grave intervenant au cours de l'année universitaire. Cette demande exceptionnelle sera traitée par les services de la DRAC sous réserve de crédits disponibles.

(annexes pages suivantes)

Annexe 1
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
 Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE D'ATTRIBUTION OU DE RENOUVELLEMENT DE BOURSES D'ÉTUDES
année scolaire 2005/2006

Pour les élèves des :

- conservatoires nationaux de région,
- des écoles nationales de musique, danse et art dramatique,
- des établissements assimilés.

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né(e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Profession des parents :

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :

Discipline dominante :

Niveau :

Date de la 1^{ère} inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire :

Universitaire :

- Dans l'année scolaire 2005/2006 quelles études scolaires ou universitaires suivez-vous ?

.....

- Études de musique, de danse ou de théâtre suivies précédemment :

Année scolaire	Établissement	Niveau	Diplômes

- Interruption des études de musique, de danse ou de théâtre :

☐ NON

☐ OUI, motif :

.....

dates de début et de fin de l'interruption :

- Autres renseignements :

.....

.....

.....

.....

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT**CURSUS SUIVI EN 2005/2006**

Discipline	Nbre d'heures hebdomadaires de cours	Appréciations
Dominante : Nom du professeur :		
Formation musicale ou culture musicale Nom du professeur :		
Pratique collective vocale Nom du professeur :		
Pratique collective instrumentale Nom du professeur :		
Pratique collective chorégraphique Nom du professeur :		
Formation théâtrale Nom du professeur :		
Discipline(s) complémentaire(s) Nom du (des) professeur(s) :		
Total	Heures	
Appréciations du directeur : Le, Signature,		

BOURSE(S) OBTENUE(S) DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Année scolaire	Établissement	Montant annuel
2004/2005		
2003/2004		
2002/2003		
2001/2002		
2000/2001		

• **Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide au titre de l'année scolaire 2005/2006 ? si oui, préciser la provenance et le montant :**

☐ NON

☐ OUI, compléter le tableau :

<i>Compléter</i>	Montant Annuel
▪ d'un autre ministère :	
▪ du département de :	
▪ de la commune de :	
▪ d'une organisation publique ou privée :	
▪ d'un gouvernement étranger :	
▪ d'une bourse au mérite :	
▪ d'un prêt d'honneur :	
▪ d'une aide à la formation :	
▪ d'une bourse sur critères universitaires :	

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou un avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2005-2006, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DES BOURSES

BARÈME DES RESSOURCES

Points de charge	ÉCHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	19 180	16 250	13 130	11 600	10 090	8 620
1	21 320	18 060	14 590	12 890	11 220	9 570
2	23 450	19 870	16 050	14 190	12 340	10 520
3	25 580	21 680	17 510	15 470	13 460	11 470
4	27 710	23 480	18 970	16 760	14 580	12 430
5	29 840	25 280	20 420	18 050	15 700	13 390
6	31 970	27 080	21 880	19 340	16 830	14 340
7	34 100	28 880	23 350	20 630	17 950	15 290
8	36 240	30 680	24 800	21 920	19 070	16 250
9	38 370	32 490	26 260	23 210	20 190	17 210
10	40 500	34 300	27 720	24 510	21 320	18 170
11	42 630	36 100	29 170	25 800	22 440	19 130
12	44 760	37 910	30 630	27 090	23 560	20 080
13	46 890	39 720	32 090	28 380	24 680	21 040
14	49 020	41 520	33 560	29 660	25 810	22 000
15	51 150	43 330	35 020	30 950	26 930	22 960
16	53 280	45 140	36 480	32 240	28 050	23 910
17	55 410	46 940	37 940	33 530	29 170	24 880

Échelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 euro
1 ^{er} échelon	1 335 euros
2 ^{ème} échelon	2 012 euros
3 ^{ème} échelon	2 578 euros
4 ^{ème} échelon	3 143 euros
5 ^{ème} échelon	3 607 euros

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<p align="center">RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION Revenu brut global figurant sur l'avis d'imposition 2003 : </p>		
<p align="center">POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2005)</p>		
Candidat pupille de la nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat)	2 points	.....
Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 30 km ^(*) et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 250 km ^(*) de sa commune de résidence	3 points	.....
Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nombre x 1 point	.....
Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants	1 point	.....
(*) aller simple		
Enfants à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté)	nombre x 3 points	.....
Autres enfants à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nombre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Coller un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2005/2006, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait àle,

Signature du/de la candidat(e)

Tout dossier incomplet ou comprenant des pièces non datées ou non signées ne sera pas pris en considération.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale).
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; **si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom**).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfant(s) à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie. Enfant(s) à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par une lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Attestation de non-perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD, CEFEDM ou centres privés) : copie du livret de formation attestant la réussite à l'examen d'aptitude technique ou la dispense de cet examen ainsi que, éventuellement, l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

Annexe 2
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
 Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE DE BOURSES D'ÉTUDES

ANNÉE SCOLAIRE 2005-2006

Pour les étudiants :

- des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique
- des centres d'études supérieures de musique et de danse, inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique
- des centres de formation des musiciens intervenants.

- Première demande (*)

- Renouvellement

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille : Profession :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né(e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Profession des parents :

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :

Discipline (sauf pour le CFMI) :

Niveau :

Date de la 1^{ère} inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

(*) Rayer la mention inutile

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire :

Universitaire :

- Durant l'année scolaire 2005/2006, suivez-vous des études scolaires ou universitaires?

.....

Si OUI, lesquelles ? :

.....

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

- Appréciation du responsable pédagogique sur le candidat : avis détaillé et motivé sur la qualité du travail, son assiduité et son aptitude à suivre la formation :

- Le cas échéant, observations sur la situation personnelle du candidat :

Le,

Signature

• Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide ?

Origine	Montant	Période couverte
▪ DDTE :		
▪ Bourse des collectivités territoriales :		
de la région de :		
du département de :		
de la commune de :		
▪ de l'ASSEDIC :		
▪ du FONGECIF :		
▪ Autre :		

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou un avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2005-2006, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DES BOURSES

BARÈME DES RESSOURCES

Points de charge	ÉCHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	19 180	16 250	13 130	11 600	10 090	8 620
1	21 320	18 060	14 590	12 890	11 220	9 570
2	23 450	19 870	16 050	14 190	12 340	10 520
3	25 580	21 680	17 510	15 470	13 460	11 470
4	27 710	23 480	18 970	16 760	14 580	12 430
5	29 840	25 280	20 420	18 050	15 700	13 390
6	31 970	27 080	21 880	19 340	16 830	14 340
7	34 100	28 880	23 350	20 630	17 950	15 290
8	36 240	30 680	24 800	21 920	19 070	16 250
9	38 370	32 490	26 260	23 210	20 190	17 210
10	40 500	34 300	27 720	24 510	21 320	18 170
11	42 630	36 100	29 170	25 800	22 440	19 130
12	44 760	37 910	30 630	27 090	23 560	20 080
13	46 890	39 720	32 090	28 380	24 680	21 040
14	49 020	41 520	33 560	29 660	25 810	22 000
15	51 150	43 330	35 020	30 950	26 930	22 960
16	53 280	45 140	36 480	32 240	28 050	23 910
17	55 410	46 940	37 940	33 530	29 170	24 880

Échelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 euro
1 ^{er} échelon	1 335 euros
2 ^{ème} échelon	2 012 euros
3 ^{ème} échelon	2 578 euros
4 ^{ème} échelon	3 143 euros
5 ^{ème} échelon	3 607 euros

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<p align="center">RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION : Revenu brut global figurant sur l'avis d'imposition 2003 : </p>		
<p align="center">POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2005)</p>		
Candidat pupille de la nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat)	2 points	.....
Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 30 km ^(*) et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 250 km ^(*) de sa commune de résidence	3 points	.....
Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants	1 point	.....
(*) aller simple		
Enfants à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté)	nbre x 3 points	.....
Autres enfants à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Coller un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2005/2006, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait àle,

Signature du/de la candidat(e)

Tout dossier incomplet ou comprenant des pièces non datées ou non signées ne sera pas pris en considération.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale).
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; **si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom**).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfant(s) à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie. Enfant(s) à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par une lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Attestation de non-perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD, CEFEDM ou centres privés) : copie du livret de formation attestant la réussite à l'examen d'aptitude technique ou la dispense de cet examen ainsi que, éventuellement, l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

Annexe 3
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
 Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE DE BOURSES D'ÉTUDES

Candidats inscrits à la formation au diplôme d'État de professeur de danse

Année scolaire 2005-2006

OPTION :

- Première demande (*)

- Renouvellement

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille : Profession :

Adresse :

1) Pendant la durée des études :

Téléphone :

2) Domicile habituel :

Téléphone :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre centre de formation)

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né(e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Profession des parents :

Montant des droits d'inscription :

Dossier reçu par l'établissement le :

(*) Rayer la mention inutile

ATTESTATION D'INSCRIPTION À LA FORMATION AU DIPLÔME D'ÉTAT

DE PROFESSEUR DE DANSE

Je soussigné(e), M/Mme/Melle ,
 Directeur(trice) du centre
 certifie que M. est inscrit (e) à la formation au diplôme d'État
 de professeur de danse qui se déroulera du au ,
 aux unités de formation suivantes :

- Formation musicale (100 heures)	coût : euros
- Histoire de la danse (50 heures)	coût : euros
- Anatomie- physiologie (50 heures)	coût : euros
- Pédagogie (400 heures)	coût : euros
Coût global des unités de formation suivies	..... euros

et que M. s'est acquitté(e), ne s'est pas acquitté(e)⁽¹⁾, de cette somme.

Fait à, le

Signature du directeur du centre

Cachet de l'établissement

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile

PARTIE À REMPLIR PAR LE CANDIDAT

RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

· **Niveau d'études générales** (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

.....
.....

· **Durant l'année 2005/2006, suivez-vous des études scolaires ou universitaires ?**

☐ NON

☐ OUI, lesquelles ?

· **Avez-vous eu des activités chorégraphiques ou d'enseignement ?**

☐ NON

☐ OUI, précisez lesquelles

· **Êtes-vous bénéficiaire d'une dispense du diplôme d'État de professeur de danse ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

· **Avez-vous réussi l'examen d'aptitude technique (EAT) ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

· **Êtes-vous bénéficiaire d'une dispense de l'examen d'aptitude technique ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

**APPRÉCIATION DU DIRECTEUR DU CENTRE HABILITÉ OU DU RESPONSABLE
PÉDAGOGIQUE :**

- Avis détaillé et motivé sur la qualité du travail du candidat, son assiduité et son aptitude à suivre la formation au diplôme d'État de professeur de danse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- Le cas échéant, observation(s) sur la situation personnelle du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Le,

Signature

• Le candidat bénéficie-t-il d'une aide pour la préparation du diplôme d'État :

Origine	Montant	Période couverte
▪ DDTE :		
▪ Bourse des collectivités territoriales :		
de la région de :		
du département de :		
de la commune de :		
▪ de l'ASSEDIC :		
▪ du FONGECIF :		
▪ Autre :		

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou un avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2005-2006, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DES BOURSES

BARÈME DES RESSOURCES

Points de charge	ÉCHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	19 180	16 250	13 130	11 600	10 090	8 620
1	21 320	18 060	14 590	12 890	11 220	9 570
2	23 450	19 870	16 050	14 190	12 340	10 520
3	25 580	21 680	17 510	15 470	13 460	11 470
4	27 710	23 480	18 970	16 760	14 580	12 430
5	29 840	25 280	20 420	18 050	15 700	13 390
6	31 970	27 080	21 880	19 340	16 830	14 340
7	34 100	28 880	23 350	20 630	17 950	15 290
8	36 240	30 680	24 800	21 920	19 070	16 250
9	38 370	32 490	26 260	23 210	20 190	17 210
10	40 500	34 300	27 720	24 510	21 320	18 170
11	42 630	36 100	29 170	25 800	22 440	19 130
12	44 760	37 910	30 630	27 090	23 560	20 080
13	46 890	39 720	32 090	28 380	24 680	21 040
14	49 020	41 520	33 560	29 660	25 810	22 000
15	51 150	43 330	35 020	30 950	26 930	22 960
16	53 280	45 140	36 480	32 240	28 050	23 910
17	55 410	46 940	37 940	33 530	29 170	24 880

Échelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 euro
1 ^{er} échelon	1 335 euros
2 ^{ème} échelon	2 012 euros
3 ^{ème} échelon	2 578 euros
4 ^{ème} échelon	3 143 euros
5 ^{ème} échelon	3 607 euros

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<p align="center">RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION : Revenu brut global figurant sur l'avis d'imposition 2003 : </p>		
<p align="center">POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2005)</p>		
Candidat pupille de la nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat)	2 points	.....
Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 30 km ^(*) et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
Candidat, étudiant à plus de 250 km ^(*) de sa commune de résidence	3 points	.....
Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants	1 point	.....
(*) aller simple		
Enfants à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté)	nbre x 3 points	.....
Autres enfants à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Coller un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2005/2006, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait àle,

Signature du/de la candidat(e)

Tout dossier incomplet ou comprenant des pièces non datées ou non signées ne sera pas pris en considération.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale).
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; **si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom**).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfant(s) à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie. Enfant(s) à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par une lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Attestation de non-perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD, CEFEDM ou centres privés) : copie du livret de formation attestant la réussite à l'examen d'aptitude technique ou la dispense de cet examen ainsi que, éventuellement, l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

Décisions du 8 décembre 2005 du conseil d'administration.

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 8 décembre 2005, les décisions suivantes :

Approbation de décision prise lors du C.A. :

Tarifs du droit d'entrée dans les musées nationaux pour 2006

Le conseil d'administration approuve les tarifs et régimes du droit d'entrée dans les musées nationaux pour 2006, tels qu'ils figurent ci-après :

Musées droit d'entrée RMN	GROUPES		INDIVIDUELS		
	collections permanentes uniquement	collections permanentes et expo(s) temporaire(s)	collections permanentes		majoration exposition(s)
			plein tarif	tarif réduit	temporaires(s)
Catégorie 1 Orangerie des Tuileries, Paris Picasso, Paris Château de Fontainebleau Moyen Âge - Thermes et Hôtel de Cluny, Paris Message Biblique Marc Chagall, Nice	99 euros pour le musée du MBMC de Nice uniquement	121 euros pour le musée du MBMC de Nice uniquement	6,50 euros	4,50 euros	1,20 euros
Catégorie 2 Château de Pau Préhistoire, les Eyzies de Tayac Malmaison - Bois-Préau, Rueil-Malmaison Maison Bonaparte, Ajaccio Château de Compiègne	77 euros	99 euros	5 euros	3,50 euros	1,20 euros
Catégorie 3 Archéologie nationale, St-Germain-en-Laye Céramique, Sèvres Renaissance, château d'Ecouen Porcelaine Adrien Dubouché, Limoges Fernand Léger, Biot Île d'Aix (napoléonien + africain)	66 euros	88 euros	4,50 euros	3 euros	1,20 euros
Catégorie 4 Magnin, Dijon Port-Royal des Champs, Magny-les-hameaux Clemenceau - de Lattre, Mouilleron-en-pareds Franco-américain, château de Blérancourt	55 euros	77 euros	3,50 euros	2,50 euros	1,20 euros

Tarifs spécifiques	INDIVIDUELS
Port-Royal des Champs, Pass Granges+Abbaye	tarifs de la catégorie 2
Port-Royal des Champs, parc	tarif unique = 1 euro

Approbation de décisions prises sur délégation du C.A. :

Mise en place de billets coupe-file, « billet privilège », à destination du public des Galeries nationales du Grand-Palais (décision 2005/038 du 5 octobre 2005).

Pour faciliter l'accès du public aux Galeries nationales du Grand-Palais, un « billet privilège » est proposé pour les deux expositions :

Klimt, Schiele, Moser, Kokoschka, Vienne 1900 du 5 octobre 2005 au 23 janvier 2006.

Mélancolie, génie et folie en Occident du 12 octobre 2005 au 16 janvier 2006.

Ce billet donne accès à l'exposition choisie à partir de 10h15.

Il est proposé au prix de 12 euros pour l'exposition *Klimt, Schiele, Moser, Kokoschka, Vienne 1900* et au prix de 11 euros pour l'exposition *Mélancolie, génie et folie en Occident*.

Gratuité du droit d'entrée accordée au groupe de délégués internationaux de l'UNESCO pour la visite du château de Fontainebleau (décision 2005/039 du 14 octobre 2005).

La gratuité du droit d'entrée s'appliquera au groupe de 30 à 50 délégués de l'UNESCO le samedi 15 octobre 2005 au musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau, dans le cadre d'une visite organisée par la Commission nationale française pour la conférence générale de l'UNESCO.

**CENTRE NATIONAL D'ART ET DE
CULTURE GEORGES-POMPIDOU**

Décision n° 405-N du 16 novembre 2005 portant avenant n° 3 à la délégation de signature du 14 décembre 2004.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 14 décembre 2004 portant délégation de signature,
- du 1^{er} avril 2005 portant avenant n° 1 à la délégation de signature,
- du 28 juin 2005 portant avenant n° 2 à la délégation de signature,
- du 18 octobre 2005 nommant Mlle Claire Chebab, chef du service du personnel, adjointe à la directrice des ressources humaines à compter du 2 novembre 2005,
- du 3 novembre 2005 nommant M. Jean-Sébastien Philippe, chef du service administratif et financier par intérim de la direction de la production à compter du 11 juillet 2005.

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 5 est modifié comme suit :

« Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du département du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Delphine Reffait, adjointe à la directrice de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et en tant que chef du service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine Reffait, adjointe à la directrice de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, attaché principal chargé d'exercer les fonctions d'adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et en tant qu'adjoint au chef du service administratif et financier, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine Reffait, adjointe à la directrice de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Jean-Sébastien Philippe, chef du service administratif et financier par intérim à compter du 11 juillet 2005, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;

- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et en tant que chef du service administratif et financier par intérim à compter du 11 juillet 2005, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à Mme Anne Baylac-Martres, chef du service audiovisuel, à Mme Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à Mme Catherine Duruel, chef du service des collections, à Mme Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à M. Maurice Lotte, chef du service de la régie des salles, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.»

Art. 2. - L'article 10 est modifié comme suit :

«Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant

recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Kathia Julienne, adjointe à la directrice des ressources humaines, chef du service du développement social et de la formation, à Mme Claire Chebab, adjointe à la directrice des ressources humaines, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.»

Art. 3. - Tous les autres articles de la décision susvisée portant délégation de signature modifiée par son avenant n° 1 restent inchangés et demeurent applicables.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVES

Décision n° 2005-SAJ/05/026/D du 1^{er} décembre 2005 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par l'article 89 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Ar. 1^{er}. - Délégation permanente est donnée à M. Bernard Beaucourt, adjoint à la directrice générale, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions qui entrent dans le champ des compétences de la directrice générale telles qu'elles sont définies par l'article 13 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 susvisé, à l'exception :

- de la création des régies d'avances et des régies de recettes ;
- de la représentation de l'établissement public en justice.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nicole Pot, directrice générale, délégation est donnée à M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole ;
- les états de frais et les demandes de remboursements de frais des agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique ainsi que des membres du conseil scientifique.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, délégation est donnée à Mme Anne Augereau, adjointe au directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nicole Pot, directrice générale, et de M. Bernard Beaucourt, adjoint à la directrice générale, délégation de signature est donnée à Mme Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les engagements comptables ;
- les ordres de dépenses et de recettes ;
- les factures émises par l'établissement public ;
- les certificats administratifs ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du code du patrimoine susvisé ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction de l'administration et des finances ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
- les demandes d'avance afférentes aux agents de l'INRAP placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'administration et des finances.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, délégation de signature est donnée à M. Didier Lemoine, chef du service du budget et des affaires financières, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 4, à l'exception :

- des commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique des dépenses d'un montant supérieur à 90 000 euros HT :

- des commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, imputés sur la section d'investissement du budget de l'INRAP.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances et de M. Didier Lemoine, chef du service du budget et des affaires financières, délégation de signature est donnée à M. Eric Truffier, chef du service achats et marchés publics, à l'effet :

- de signer les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique des dépenses d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;

- de certifier conforme à l'original, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les actes juridiques et documents suivants en matière de marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins :

- . toutes les pièces constitutives des marchés publics notamment les actes d'engagement, les cahiers des charges, le cas échéant les bons de commande, ainsi que les bordereaux des prix unitaires, les décompositions du prix global et forfaitaire,
- . les avenants aux marchés publics,
- . les décisions de reconduction,
- . les ordres de service,
- . les procès-verbaux de réception,
- . et tout autre document se rapportant à la procédure et à l'exécution des marchés publics passés par l'INRAP.

Art. 7. - Délégation permanente est donnée à M. Jacques Thomas, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les contrats de recrutement des agents de l'établissement public y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion et à la mise en œuvre des contrats de recrutement, concernant la modification et la rupture des contrats, l'affectation des agents, les certificats ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'établissement public et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;

- les décisions d'attribution de secours individuels ;
- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel ;
- les demandes d'avance afférentes aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Thomas, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. François Gautron, directeur adjoint des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nicole Pot, directrice générale, et de M. Bernard Beaucourt, adjoint à la directrice générale, délégation est donnée à M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les engagements de dépense afférents au budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication, après vérification de la disponibilité des crédits ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents ;
- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'établissement (journalistes...) invitées par la direction de l'établissement à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication.

Art. 10. - Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle Bignon, chef du service des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom de la directrice générale les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence du service des affaires juridiques.

Art. 11. - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventive est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La directrice générale de l'Institut national
de recherches archéologiques préventives,
Nicole Pot

MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES

Décision n° 2005-6 du 2 novembre 2005 portant délégation de signature.

La présidente,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié, portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret du 2 mai 2002 portant statut d'emploi de secrétaire général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, modifié par le décret n° 2003-1299 du 26 décembre 2003 ;

Vu le décret du 7 juillet 2003 portant nomination de Mme Christine Albanel en qualité de présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2004 portant nomination de M. Christophe Tardieu en qualité d'administrateur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 16 juillet 2004 nommant Mme Patricia Auger Lecas, chef du service de programmation et de coordination administrative et financière de l'établissement public ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public n° 2005-4 du 30 juin 2005 portant délégation de signature ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 17 octobre 2005 nommant M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine de l'établissement public,

Décide :

Art. 1^{er}. - 1) Délégation permanente est donnée à M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom de la présidente :

- les engagements auprès du contrôleur financier,
- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement de dépense,
- les convocations aux commissions d'adjudication ou d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine,
- la certification du service fait,
- les actes d'ordonnancement de dépenses ou de recettes,
- les certificats administratifs.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine la délégation de signature qui lui est consentie est exercée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, par Mme Patricia Auger Lecas, chef du service de programmation et de coordination administrative et financière de l'établissement public.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2005-4 de la présidente de l'établissement public du 30 juin 2005 portant délégation de signature.

Elle prend effet à compter de la date de sa signature.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

Décision du 2 novembre 2005 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.

La présidente,

Vu le code des marchés publics (décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004), notamment ses articles 21 et 23,

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret du 7 juillet 2003 publié au *Journal officiel* du 8 juillet 2003 portant nomination de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

Art. 1^{er}. - En application du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein de la direction du patrimoine de l'établissement

public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics passés par l'établissement public, quelle que soit leur procédure de passation et relevant du champ de compétence de la direction du patrimoine de l'établissement public.

Elle se réunira dans la formation définie à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

Art. 2. - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

1) Membres avec voix délibérative :

- la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,
- le directeur du patrimoine ou son représentant,
- le chef du service de programmation et de coordination administrative et financière ou son représentant.

2) Membres avec voix consultative :

- le(s) Chef(s) de service concerné(s) par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leur) représentant(s),
- le contrôleur financier ou son représentant,
- selon l'opération donnant lieu à la consultation :
- l'architecte en chef des monuments historiques ou son représentant,
- le maître d'œuvre ou son représentant,
- le vérificateur des monuments historiques ou son représentant,
- un représentant du bureau d'étude technique,
- l'assistant à maître d'ouvrage,
- tout agent de l'État ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation,
- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant.

Art. 3. - La commission est valablement constituée lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

Art. 4. - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient leurs règles de fonctionnement.

Art. 5. - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service de programmation et de coordination administrative et financière ou son représentant.

Art. 6. - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres organisées à compter du 2 novembre 2005.

Elle annule et remplace la décision du 28 juin 2005 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant du pôle grand projet et insertion de l'EPV dans l'environnement et passés par l'établissement public.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

Décision du 2 novembre 2005 portant désignation du représentant du président des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.

La présidente,

Vu le code des marchés publics,

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles du 2 novembre 2005 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public,

Décide :

Art. 1^{er}. - En application de l'article 3 de la décision du 2 novembre 2005, susvisée, en cas d'empêchement de la présidente ou de l'administrateur général de l'établissement public, le directeur du patrimoine est désigné pour représenter le président des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.

Art. 2. - En cas d'empêchement du directeur du patrimoine, le chef du service de programmation et de coordination administrative et financière, est désigné pour représenter le président des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la

compétence de la direction du patrimoine et passés par l'établissement public.

Art. 3. - La présente décision, qui annule et remplace la décision du 30 juin 2005, prend effet à compter du 2 novembre 2005.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

Décision n° 2005-7 du 23 décembre 2005 portant délégation de signature.

La présidente,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique, Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié, portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret du 7 juillet 2003 portant nomination de Mme Christine Albanel en qualité de présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu l'arrêté du 18 mars 2004 portant nomination de M. Christophe Tardieu en qualité d'administrateur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la décision du président de l'établissement public du 31 mars 1999 nommant Mme Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines,

Vu les décisions n° 2003-2 et 2005-1 de la présidente de l'établissement public des 16 juillet 2003 et 9 février 2005 portant délégation de signature,

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 16 décembre 2005 nommant M. Laurent Dorignon, chef du service des affaires générales et du logement du département des ressources humaines,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Laurent Dorignon, chef du service des affaires générales et du logement du département des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes juridiques relatifs aux affaires générales du département et aux logements de fonction des personnels de l'établissement public, à l'exception :

- des décisions portant attribution d'aide sociale et de secours,
- des convocations aux comités et aux commissions consultatifs.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace l'article 6 5) de la décision n° 2003-2 de la présidente de l'établissement public du 16 juillet 2003 portant délégation de signature et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

MUSÉE RODIN

Note du 14 décembre 2005 portant délégation de signature.

Le directeur du musée Rodin

à

Mme Laurence Nicod, attachée principale, secrétaire générale

Délégation de signature est donnée jusqu'au 31 janvier 2006 à Mme Laurence Nicod pour les affaires relevant du secrétariat général ainsi que pour les engagements de dépenses de l'établissement public, ou pour tout acte engageant juridiquement ou financièrement le musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,
Conservateur général du patrimoine,
Dominique Viéville

ÉCOLE DU LOUVRE

Décision du 22 décembre 2005 modifiant la décision du 16 février 2005 portant délégation de signature.

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 12 septembre 2002 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du directeur de l'École du Louvre en date du 16 février 2005, et notamment son article 4,

Considérant le recrutement de Mme Mireille Schembri, en remplacement de Mme Lucie Scotet aux fonctions de chef du service du personnel,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 4 de la décision du 16 février 2005 est désormais ainsi rédigée :

« Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, à Mme Mireille Schembri, chef du service du personnel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées au point 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé. »

Art. 2. - Le reste sans changement.

Cette décision prend effet ce jour et modifie la décision précédente.

Le directeur de l'École du Louvre,
Philippe Durey

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

NOVEMBRE

J.O n° 255 du 1^{er} novembre 2005

Culture et communication

Texte n° 20 Arrêté du 8 août 2005 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1992 fixant la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur territorial du patrimoine et de conservateur en chef territorial du patrimoine.

Page 17254 Arrêté du 7 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 4 mai 1995 fixant la liste des sites gérés par le Centre des monuments nationaux.

Page 17254 Arrêté du 17 octobre 2005 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers.

Page 17254 Arrêté du 18 octobre 2005 relatif à l'équivalence du diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 17254 Arrêté du 21 octobre 2005 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1er du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 17259 Arrêté du 13 octobre 2005 portant nomination des diplômés ayant obtenu le diplôme de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (rectificatif).

Page 17259 Arrêté du 17 octobre 2005 conférant le titre d'architecte des Bâtiments de France.

Page 17259 Arrêté du 19 octobre 2005 portant nomination à la commission de reconnaissance de l'enseignement de la danse (M. Ciappara Jean-Claude et Mme Lescop Anne-Karine).

Page 17259 Arrêté du 20 octobre 2005 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques (M. Provoyeur Pierre).

Page 17259 Arrêté du 21 octobre 2005 portant nomination du président de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle (M. Andréani Gilles).

Avis divers

Page 17267 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Chrystal Models Agency's).

J.O n° 256 du 3 novembre 2005

Économie, finances et industrie

Page 17297 Arrêté du 25 octobre 2005 portant création d'un pôle national de la redevance audiovisuelle.

Texte n° 8 Arrêté du 27 octobre 2005 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Fonction publique

Texte n° 46 Arrêté du 13 octobre 2005 fixant le modèle du formulaire «PACTE».

Culture et communication

Page 17309 Décret n° 2005-1355 du 31 octobre 2005 relatif au régime déclaratif des distributeurs de services de communication audiovisuelle et à la mise à disposition du public des services d'initiative publique locale.

Texte n° 48 Arrêté du 26 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 26 avril 2005 relatif aux niveaux d'évaluation des besoins de fournitures et de services et portant désignation des personnes responsables des marchés du ministère de la culture et de la communication.

J.O n° 257 du 4 novembre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 13 Décret n° 2005-1362 du 3 novembre 2005 portant annulation de crédits (Culture, titres IV et VI).

Texte n° 16 Arrêté du 20 octobre 2005 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Fonction publique

Texte n° 36 Décret n° 2005-1370 du 2 novembre 2005 modifiant le décret n° 70-251 du 21 mars 1970 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps de conducteurs d'automobile et de chefs de garage des administrations de l'Etat.

Texte n° 37 Décret n° 2005-1371 du 2 novembre 2005 modifiant le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat.

Texte n° 38 Décret n° 2005-1372 du 2 novembre 2005 modifiant le décret n° 90-714 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'ouvriers professionnels des administrations de l'Etat et aux corps de maîtres ouvriers des administrations de l'Etat.

Culture et communication

Texte n° 39 Décision du 18 octobre 2005 portant délégation de signature (CNC).

Texte n° 76 Arrêté du 2 novembre 2005 portant cessation de fonctions (administration centrale) (Mme Tarsot Gillery Sylviane).

Texte n° 77 Arrêté du 2 novembre 2005 portant cessation de fonctions et nomination (administration centrale) (Mme Ahmadi-Ruggeri Catherine).

Conventions collectives

Page 17394 Arrêté du 25 octobre 2005 portant extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

J.O n° 258 du 5 novembre 2005**Culture et de la communication**

Page 17441 Arrêté du 31 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 24 février 2003 relatif à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 48 Arrêté du 14 octobre 2005 portant admission à la retraite (administration centrale).

Texte n° 49 Arrêté du 18 octobre 2005 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires)

Texte n° 50 Arrêté du 21 octobre 2005 portant admission à la retraite (inspection générale de l'administration des affaires culturelles).

J.O n° 260 du 8 novembre 2005**Culture et de la communication**

page 17530 Arrêté du 27 septembre 2005 habilitant des écoles d'architecture à délivrer le diplôme de deuxième cycle des études d'architecture

Page 17530 Arrêté du 27 septembre 2005 habilitant des écoles d'architecture à organiser le cycle de formation continue diplômant conduisant au diplôme de deuxième cycle des études d'architecture.

Page 17531 Arrêté du 27 septembre 2005 habilitant des écoles d'architecture à délivrer le diplôme d'Etat d'architecte conférant le grade de master.

Page 17531 Arrêté du 27 septembre 2005 habilitant des écoles d'architecture à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 17537 Arrêté du 27 octobre 2005 portant nomination à la commission de reconnaissance des établissements d'enseignement du cinéma et de l'expression audiovisuelle.

J.O n° 261 du 9 novembre 2005**Culture et de la communication**

Page 17597 Arrêté du 27 octobre 2005 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Emploi cohésion sociale logement

Page 17617 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins.(Mme Silvestre Beaumont Elisabeth, SARL Women Management).

Page 17617 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins.(M. Demarigny Benjamin, SARL NEXT).

J.O n° 262 du 10 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 14 Arrêté du 24 octobre 2005 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Texte n° 19 Arrêté du 3 novembre 2005 portant répartition de crédits (Culture, titre V).

Culture et communication

Texte n° 69 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

J.O n° 263 du 11 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 7 Arrêté du 7 novembre 2005 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Culture et communication

Page 17705 Décret n° 2005-1396 du 10 novembre 2005 relatif au soutien financier à la création d'œuvres audiovisuelles à caractère innovant. Culture et communication

Page 17706 Arrêté du 26 octobre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Ingres*, au musée du Louvre).

Texte n° 20 Arrêté du 27 octobre 2005 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (assistants ingénieurs).

Page 17706 Arrêté du 10 novembre 2005 pris pour l'application du décret n° 2005-1396 du 10 novembre 2005 relatif au soutien financier à la création d'œuvres audiovisuelles à caractère innovant.

J.O n° 264 du 13 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 12 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 19 au 23 septembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Texte n° 13 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 26 au 30 septembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titre V).

J.O n° 265 du 15 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Page 17821 Décret n° 2005-1399 du 7 novembre 2005 soumettant la société Château de Versailles Spectacles au contrôle économique et financier de l'Etat.

Culture et communication

Page 17839 Arrêté du 13 octobre 2005 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Nancy (M. Bignon Jean-Claude).

Page 17839 Arrêté du 28 octobre 2005 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de qualification des architectes (Mme Vince Agnès).

Avis divers

Page 17854 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (M. Laouenan William, SARL Agence Masters & Models).

J.O n° 266 du 16 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 21 Arrêté du 9 novembre 2005 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Culture et communication

Page 17884 Arrêté du 8 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2002 fixant la liste des immeubles bâtis et non bâtis sur lesquels le service national des travaux assure des missions de maîtrise d'ouvrage en application de l'arrêté du 3 mai 2002 relatif au service national des travaux.

Texte n° 55 Décision du 27 octobre 2005 portant délégation de signature (délégation aux arts plastiques).

Page 17891 Arrêté du 4 novembre 2005 portant nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'État à la création et à la modernisation des établissements de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées ou dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées en établissements cinématographiques dont la ou les salles sont classées dans la catégorie art et essai (M. Herbillon Michel).

Avis divers

Page 17907 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

J.O n° 267 du 17 novembre 2005**Culture et communication**

Page 17940 Arrêté du 4 novembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (tour à guillocher aux armes du comte d'Artois, signé «Wolf porte Saint-Martin», bronze ciselé et doré, fer, époque Louis XVI).

Page 17940 Arrêté du 4 novembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (tableau de Giambattista Tiepolo, Projet de

décor pour un dessus-de-porte, huile sur toile, XVIII^e siècle).

Texte n° 96 Arrêté du 8 novembre 2005 portant nomination et titularisation (administration centrale) (M. Breton Roland).

Texte n° 97 Arrêté du 15 novembre 2005 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. de Banès Gardonne François).

Conventions collectives

Page 17945 Arrêté du 7 novembre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 17945 Arrêté du 7 novembre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Avis divers

Page 17958 Avis n° 2005-18 de la Commission consultative des trésors nationaux (tour à guillocher aux armes du comte d'Artois, signé «Wolf porte Saint-Martin», bronze ciselé et doré, fer, époque Louis XVI).

Page 17959 Avis n° 2005-19 de la Commission consultative des trésors nationaux (tableau de Giambattista Tiepolo, Projet de décor pour un dessus-de-porte, huile sur toile, XVIII^e siècle).

J.O n° 268 du 18 novembre 2005**Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 17972 Arrêté du 17 octobre 2005 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

Culture et communication

Texte n° 62 Arrêté du 7 novembre 2005 portant intégration (administration centrale) (Mme Lubert Evelyne).

Texte n° 62 Arrêté du 7 novembre 2005 portant intégration (administration centrale) (Mme Chaupart Sylvie).

Conventions collectives

Page 17997 Arrêté du 9 novembre 2005 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 17998 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Page 17999 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 17999 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 269 du 19 novembre 200

Intérieur et aménagement du territoire

Page 18026 Décret n° 2005-1426 du 18 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national du littoral.

Économie, finances et industrie

Page 18030 Décret n° 2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel.

Page 18032 Décret n° 2005-1430 du 18 novembre 2005 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Page 18032 Arrêté du 18 novembre 2005 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Culture et communication

Page 18038 Arrêté du 28 octobre 2005 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux.

Texte n° 78 Arrêté du 24 octobre 2005 portant nomination (régisseurs de recettes) (Mme Pham Hélène).

Page 18043 Arrêté du 28 octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Versailles (M. Delporte Christian, Mme Duchene Marie-Annick, MM. Lapunzina Alejandro, Sowa Axel et Toujeron Jean-Christophe).
Texte n° 80 Arrêté du 28 octobre 2005 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Berthod Michel).

Page 18043 Arrêté du 14 novembre 2005 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de la Commission nationale d'équipement commercial siégeant en matière cinématographique (Mme Durupt Anne).

Premier ministre

Texte n° 47 Arrêté du 10 novembre 2005 portant admission à la retraite (administrateurs civils) (M. Barthet Michel).

Conventions collectives

Page 18045 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 271 du 22 novembre 2005

Affaires étrangères

Page 18105 Décret n° 2005-1437 du 15 novembre 2005 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels, signé à Tallinn le 14 juillet 2003.

Économie, finances et industrie

Page 18110 Arrêté du 7 novembre 2005 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'État sur la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Page 18134 Avis de vacance de l'emploi de directeur de la Casa de Velázquez.

J.O n° 272 du 23 novembre 2005

Culture et communication

Page 18169 Arrêté du 14 novembre 2005 modifiant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Conventions collectives

Page 18170 Arrêté du 14 novembre 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Page 18170 Arrêté du 14 novembre 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique (n° 1194).

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Texte n° 81 Délibération n° 2005-213 du 11 octobre 2005 portant adoption d'une recommandation concernant les modalités d'archivage électronique dans le secteur privé de données à caractère personnel.

Avis divers

Page 18212 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins.

Page 18212 Avis portant attribution d'une licence d'agence de mannequins.

J.O n° 273 du 24 novembre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 37 Arrêté du 14 novembre 2005 plaçant en position hors cadres (administrateurs civils) (M. Cayla Philippe).

Culture et communication

Texte n° 59 Arrêté du 2 novembre 2005 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (M. Hombert Jean-Claude).

Texte n° 60 Arrêté du 10 novembre 2005 portant nomination et titularisation (services déconcentrés) (M. Sarrola Jean-Luc).

J.O n° 274 du 25 novembre 2005

Premier ministre

Page 18281 Circulaire du 22 novembre 2005 relative à l'application de l'article 88-4 de la Constitution.

Économie, finances et industrie

Texte n° 12 Arrêté du 28 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 14 septembre 2004 portant délégation de signature pour les fonds européens du ressort de la direction interrégionale Centre-Est.

Texte n° 13 Arrêté du 28 octobre 2005 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Centre-Est et les directions régionales Rhône-Alpes, Bourgogne et Auvergne.

Texte n° 14 Arrêté du 28 octobre 2005 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Ouest et les directions régionales Pays de la Loire, Bretagne et Centre.

Texte n° 15 Arrêté du 28 octobre 2005 portant délégation de signature pour les fonds européens du ressort de la direction interrégionale Ouest.

Texte n° 16 Arrêté du 2 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 14 septembre 2004 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Nord-Ouest et les directions régionales Nord - Pas-de-Calais, Basse-Normandie, Haute-Normandie et Picardie.

Texte n° 17 Arrêté du 2 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 14 septembre 2004 portant délégation de signature pour les fonds européens du ressort de la direction interrégionale Nord-Ouest.

Texte n° 20 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 7 octobre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Page 18300 Arrêté du 21 octobre 2005 habilitant l'école supérieure d'art de Lorient à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Page 18300 Arrêté du 21 octobre 2005 habilitant l'école nationale des beaux-arts de Lyon à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Page 18300 Arrêté du 21 octobre 2005 habilitant l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Page 18300 Arrêté du 21 octobre 2005 habilitant l'école des beaux-arts de Valenciennes à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Page 18300 Arrêté du 26 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 2 mai 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la SARL Arkémine.

Page 18301 Arrêté du 10 novembre 2005 habilitant l'École supérieure de l'image à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Texte n° 54 Arrêté du 17 novembre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement d'adjoints administratifs du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 55 Arrêté du 17 novembre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement de secrétaires administratifs du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 56 Arrêté du 17 novembre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement d'attachés des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Page 18301 Arrêté du 24 novembre 2005 portant approbation d'une prise de participation financière réalisée par la société France Télévisions.

Page 18305 Arrêté du 1^{er} août 2005 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2001 modifié portant nomination à la commission des auteurs d'œuvres graphiques et plastiques.

Page 18305 Décision du 19 octobre 2005 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (2°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles (M. Nataloni Carlo).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 18302 Arrêté du 14 novembre 2005 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (rectificatif).

Conventions collectives

Page 18307 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 275 du 26 novembre 2005

Economie, finances et industrie

Page 18367 Arrêté du 9 novembre 2005 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'État sur la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Culture et communication

Page 18382 Décret n° 2005-1455 du 25 novembre 2005 modifiant le décret n° 88-136 du 9 février 1988 fixant les conditions de rémunération des agents de la vente de presse.

Page 18383 Arrêté du 27 octobre 2005 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le musée de l'Orangerie des Tuileries, à Paris.

Page 18383 Arrêté du 15 novembre 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Cindy Sherman*, à la Galerie nationale du Jeu de Paume).

Page 18383 Arrêté du 27 octobre 2005 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse (rectificatif).

J.O n° 276 du 27 novembre 2005**Culture et communication**

Texte n° 16 Décret du 24 novembre 2005 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (Mme Salmon Roseline).

J.O n° 277 du 29 novembre 2005**Avis divers**

Texte n° 128 Avis concernant le dépôt des candidatures aux postes de membre de l'École française de Rome.

J.O n° 278 du 30 novembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 10 Décret n° 2005-1465 du 23 novembre 2005 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées au président, aux vice-présidents et aux rapporteurs de la commission des marchés publics de l'État.

Texte n° 13 Arrêté du 23 novembre 2005 fixant le taux des indemnités susceptibles d'être allouées au président, aux vice-présidents et aux rapporteurs de la commission des marchés publics de l'État.

Texte n° 65 Arrêté du 17 novembre 2005 portant nomination à la mission du service du contrôle général économique et financier «cinéma et opérateurs culturels» (Mme Rivet Marie-Françoise).

Fonction publique

Texte n° 46 Arrêté du 16 novembre 2005 fixant le nombre de postes offerts aux concours interministériels d'accès aux instituts régionaux d'administration ouverts en 2005 et leur répartition par corps et par institut régional d'administration.

Culture et communication

Page 18537 Arrêté du 23 novembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Pierre*

Bonnard au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Conventions collectives

Page 18545 Arrêté du 21 novembre 2005 portant extension d'un avenant aux conventions collectives nationales de la radiodiffusion (n° 1922) et des journalistes (n° 1480).

DÉCEMBRE**J.O n° 279 du 1^{er} décembre 2005****Intérieur et aménagement du territoire**

Page 18581 Arrêté du 10 octobre 2005 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Économie, finances et industrie

Texte n° 12 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 10 au 14 octobre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Transports, équipement, tourisme et mer

Texte n° 20 Arrêté du 10 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 27 octobre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

J.O n° 280 du 2 décembre 2005**Premier ministre**

Page 18633 Circulaire du 30 novembre 2005 relative aux concours des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle aux campagnes d'intérêt général faisant appel à la générosité publique.

Culture et communication

Page 18651 Arrêté du 23 novembre 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Cindy Sherman*, à la Galerie nationale du Jeu de paume).

Page 18651 Décision n° 6 du 22 novembre 2005 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle relative à la rémunération pour copie privée.

Texte n° 93 Arrêté du 24 novembre 2005 portant nomination au cabinet du ministre (M. Naudet Séverin).

J.O n° 281 du 3 décembre 2005**Culture et de la communication**

Page 18703 Arrêté du 15 novembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation) (exposition *Trésors engloutis d'Égypte*, à la Grande Nef du Grand-Palais).

Texte n° 41 Arrêté du 24 novembre 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2006 au recrutement interne sans concours dans le corps des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 18706 Arrêté du 21 novembre 2005 portant nomination à la commission consultative des trésors nationaux (MM. Aicardi Maurice, Castaing Frédéric, Champin Gérard, Dauberville Michel, Meyer Philippe, et Rosenberg Pierre).

Fonction publique

Texte n° 69 Arrêté du 24 novembre 2005 fixant la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil établie au titre de l'année 2005 (Pour la culture, sur la liste complémentaire : au titre des attachés principaux d'administration centrale : M. Bonnard Sébastien).

Conventions collectives

Page 18708 Avis relatif à l'extension d'une annexe à la convention collective nationale de la production de films d'animation.

Page 18708 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis de concours et vacance d'emplois

Texte n° 103 Avis de recrutement interne sans concours dans le corps des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage au ministère de la culture et de la communication.

Avis divers

Page 18731 Avis relatif à l'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Nouvelle Ere).

J.O n° 282 du 4 décembre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 3 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 au 21 octobre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Texte n° 20 Décret du 1^{er} décembre 2005 portant nomination et titularisation (conservateurs du patrimoine) (M. Studer Sébastien).

Page 18748 Arrêté du 29 novembre 2005 portant nomination au conseil d'administration du musée Rodin (MM. Dauchez Jacques, Gadaud André, W. Gaehtgens Thomas, Penone Giuseppe, et Polge de Combret François).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 36 Avis de vacance d'un emploi de direction (DAPA).

J.O n° 283 du 6 décembre 2005

Intérieur et aménagement du territoire

Page 18794 Décret n° 2005-1497 du 29 novembre 2005 fixant pour l'année 2005 le taux de concours prévu par l'article R. 1614-79 du code général des collectivités territoriales relatif au concours particulier de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques municipales.

Fonction publique

Texte n° 64 Arrêté du 25 octobre 2005 portant nomination à la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'État et les collectivités territoriales (Pour la culture : Mme Rialle-Salaber Geneviève).

Culture et communication

Page 18831 Arrêté du 25 novembre 2005 portant nomination à la commission chargée d'instruire et d'émettre un avis consultatif sur les dossiers de demande d'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles.

J.O n° 284 du 7 décembre 2005

Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2005-1501 du 30 novembre 2005 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Économie, finances et industrie

Texte n° 10 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 31 octobre au 4 novembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Page 18865 Décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin.

Page 18867 Arrêté du 23 novembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Lee Friedlander* à la galerie nationale du Jeu de paume). Texte n° 36 Décision du 14 novembre 2005 portant délégation de signature (direction de l'architecture et du patrimoine).

Page 18871 Décret du 5 décembre 2005 portant nomination du président de la commission consultative des trésors nationaux (M. Honorat Edmond).

Texte n° 75 Arrêté du 23 septembre 2005 pour prorogation dans les fonctions de vérificateur des monuments historiques (M. Desmarquest Jacques).

J.O n° 285 du 8 décembre 2005

Emploi, cohésion sociale et logement

Page 18906 Arrêté du 23 novembre 2005 portant attribution de licences d'agent artistique et non-renouvellement d'une licence d'agent artistique.

Économie, finances et industrie

Texte n° 11 Arrêté du 2 décembre 2005 portant répartition de crédits (Culture, titre V).

Culture et communication

Page 18946 Arrêté du 17 novembre 2005 portant nomination du chef du service à compétence nationale du musée du Moyen Age - thermes et hôtel de Cluny (Mme Taburet-Delahaye Elisabeth).

Page 18946 Arrêté du 17 novembre 2005 portant nomination du chef du service à compétence nationale du musée de Port Royal des Champs à Magny-les-Hameaux (Yvelines) (M. Luez Philippe).

Avis divers

Page 18956 Avis relatif à l'instruction de projets de normes.

Page 18961 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un trésor national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts (dessin de Jean Auguste Dominique Ingres, *Portrait de Charles Marcotte d'Argenteuil*, crayon, 1811).

J.O n° 286 du 9 décembre 2005

Économie, finances et industrie

Page 18985 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Page 18986 Ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 22 Décret n° 2005-1521 du 5 décembre 2005 modifiant le décret n° 88-646 du 6 mai 1988 portant statut particulier du personnel de magasinage spécialisé des bibliothèques.

Texte n° 24 Décret n° 2005-1523 du 5 décembre 2005 modifiant le décret n° 92-980 du 10 septembre 1992 portant dispositions statutaires applicables aux corps des personnels techniques de laboratoire des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale et de la culture.

Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

Page 18994 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Page 18997 Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Culture et communication

Texte n° 93 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 119 Avis de vacance de l'emploi de directeur de l'institut régional d'administration de Lille.

J.O n° 287 du 10 décembre 2005

Culture et communication

Texte n° 84 Arrêté du 8 décembre 2005 portant nomination (administration centrale) (M. Wagner Marc-André).

J.O n° 288 du 11 décembre 2005

Premier ministre

Page 19103 Arrêté du 9 décembre 2005 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

J.O n° 289 du 13 décembre 2005

Intérieur et aménagement du territoire

Page 19171 Décret du 6 décembre 2005 approuvant la dissolution par fusion-absorption d'une association reconnue d'utilité publique, abrogeant le décret reconnaissant cette association comme établissement d'utilité publique, autorisant le transfert de ses biens à une fondation reconnue d'utilité publique et approuvant le transfert de siège, la modification des statuts et du titre de cette fondation.

Fonction publique

Texte n° 28 Arrêté du 2 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques (session 2006).

Culture et communication

Texte n° 80 Arrêté du 2 décembre 2005 portant admission à la retraite (architectes et urbanistes en chef de l'État) (M. Lebigre Jean-Louis).

Avis divers

Page 19194 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (SARL VRL « Betty Boop »).

Page 19197 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (Information et communication : télévision interactive).

J.O n° 290 du 14 décembre 2005**Culture et communication**

Page 19228 Arrêté du 2 décembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Cézanne et Pissarro 1865-1885*, au musée d'Orsay).

Page 19235 Arrêté du 21 novembre 2005 portant nomination du directeur du Musée national Jean-Jacques Henner (M. Rapetti Rodolphe).

Page 19235 Arrêté du 21 novembre 2005 portant nomination au conseil d'administration du Musée national Jean-Jacques Henner (MM. Benner Jean-Charles, Carron Pierre, Mme de Lannoy Isabelle et M. Roubert Jean-Loup).

Page 19235 Arrêté du 6 décembre 2005 portant nomination de la présidente du conseil d'administration du Musée national Jean-Jacques Henner (Mme de Lannoy Isabelle).

Page 19235 Arrêté du 6 décembre 2005 portant nomination au conseil d'administration du Musée national Jean-Jacques Henner (M^e Corpechot Rémi et M. Brière Maurice).

J.O n° 291 du 15 décembre 2005**Économie, finances et industrie**

Page 19271 Arrêté du 2 décembre 2005 portant désignation de l'autorité chargée de l'exercice du contrôle économique et financier de l'Etat sur la société Château de Versailles Spectacles.

Page 19271 Circulaire du 29 novembre 2005 relative aux contrats de partenariat à l'attention des collectivités territoriales.

Conventions collectives

Page 19311 Arrêté du 1^{er} décembre 2005 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Page 19312 Arrêté du 6 décembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 19313 Arrêté du 6 décembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 19314 Arrêté du 7 décembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel interbranche conclu dans les secteurs du spectacle vivant, de la musique, du cinéma et de l'audiovisuel.

Page 19317 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 292 du 16 décembre 2005**Fonction publique**

Page 19387 Décret n° 2005-1569 du 15 décembre 2005 modifiant le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils et le décret n° 2000-1222 du 14 décembre 2000 relatif à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils.

Texte n° 68 Arrêté du 2 novembre 2005 fixant la date des épreuves et la répartition des délégations organisatrices du Centre national de la fonction publique territoriale des concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 69 Arrêté du 21 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 70 Arrêté du 22 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 71 Arrêté du 23 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 72 Arrêté du 24 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 73 Arrêté du 24 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 74 Arrêté du 25 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 75 Arrêté du 28 novembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Texte n° 76 Arrêté du 5 décembre 2005 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2006).

Culture et communication

Page 19389 Arrêté du 5 décembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (commode livrée pour la duchesse du Maine au château de Sceaux, attribuée à Bernard II Van Risenburgh).

Page 19389 Arrêté du 5 décembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (pavement de carreaux provenant du château de Polisy (Aube), attribué à un atelier champenois, faïence, 1545).

Texte n° 138 Arrêté du 28 novembre 2005 portant nomination (régisseurs de recettes) (M. Kerautret Alain).

Page 19395 Arrêté du 30 novembre 2005 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (Mme Dress Evelyne).

Conventions collectives

page 19401 Arrêté du 7 décembre 2005 portant extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332)

Avis divers

Page 19416 Avis n° 2005-21 de la Commission consultative des trésors nationaux (commode livrée pour la duchesse du Maine au château de Sceaux, attribuée à Bernard II Van Risenburgh).

Page 19417 Avis n° 2005-22 de la Commission consultative des trésors nationaux (pavement de carreaux provenant du château de Polisy (Aube), attribué à un atelier champenois, faïence, 1545).

J.O n° 293 du 17 décembre 2005**Culture et communication**

Page 19459 Arrêté du 29 novembre 2005 pris pour l'application de l'article 28 du décret n° 2005-703 du 24 juin 2005 relatif à l'établissement public du domaine national de Chambord.

Texte n° 47 Arrêté du 7 décembre 2005 fixant la journée de solidarité au ministère de la culture et de la communication.

Texte n° 74 Arrêté du 7 décembre 2005 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Doron Brigitte).

Page 19465 Arrêté du 13 décembre 2005 portant nomination du directeur du musée Rodin (M. Viéville Dominique).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Page 19471 Avis d'examen en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse (session 2006-2007).

J.O n° 294 du 18 décembre 2005**Transports, équipement, tourisme et mer**

Texte n° 15 Arrêté du 15 décembre 2005 modifiant l'arrêté du 27 octobre 2005 modifié autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat élèves et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Texte n° 16 Arrêté du 15 décembre 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2006 aux concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Avis divers

Page 19501 Recommandation sur l'équivalent français du mot s'miles.

Page 19501 Vocabulaire des sciences humaines (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 295 du 20 décembre 2005**Culture et communication**

Page 19612 Décret n° 2005-1592 du 13 décembre 2005 modifiant le décret n° 98-11 du 5 janvier 1998 portant création de l'établissement public du Centre national de la danse.

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Texte n° 132 Délibération n° 2005-277 du 17 novembre 2005 modifiant la norme simplifiée n° 46 destinée à simplifier l'obligation de déclaration des traitements mis en œuvre par les organismes publics et privés pour la gestion de leurs personnels.

J.O n° 296 du 21 décembre 2005**Culture et communication**

Page 19687 Arrêté du 12 décembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (*coffre de voyage de forme rectangulaire*, attribué à Jean-Henri Riesener, placage d'acajou, amarante, sycomore, bronzes ciselés et dorés, époque Louis XVI).

Texte n° 108 Arrêté du 1er décembre 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (administration centrale) (Mme Renault Françoise).

Texte n° 109 Arrêté du 12 décembre 2005 portant intégration (administration centrale) (M. Vallet Denis).

Page 19690 Décision du 12 décembre 2005 portant nomination du président et des membres de la commission des prix de qualité prévue à l'article 92 du décret n° 99-130 du 24 février 1999.

Conventions collectives

Page 19695 Arrêté du 9 décembre 2005 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 19695 Arrêté du 9 décembre 2005 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 19695 Arrêté du 9 décembre 2005 portant extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 19697 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation.

Page 19697 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 19697 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Limousin), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 159 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional des affaires culturelles (DRAC Limousin).

Avis divers

Page 19717 Avis relatifs à l'homologation et à l'annulation de normes (Information et communication).

Page 19722 Avis n° 2005-23 de la Commission consultative des trésors nationaux (*coffre de voyage de forme rectangulaire*, attribué à Jean-Henri Riesener, placage d'acajou, amarante, sycomore, bronzes ciselés et dorés, époque Louis XVI).

J.O n° 297 du 22 décembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 15 Arrêté du 9 décembre 2005 modifiant l'arrêté du 14 septembre 2004 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Nord-Ouest et les directions régionales Nord - Pas-de-Calais, Basse-Normandie, Haute-Normandie et Picardie.

Texte n° 16 Arrêté du 9 décembre 2005 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Est et les directions régionales Alsace, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Lorraine.

Texte n° 17 Arrêté du 9 décembre 2005 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Ouest et les directions régionales Pays de la Loire, Bretagne et Centre.

Texte n° 18 Arrêté du 9 décembre 2005 portant délégation de signature pour la direction interrégionale Ile-de-France.

Culture et communication

Texte n° 57 Décision du 19 décembre 2005 modifiant la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature (direction de l'administration générale).

J.O n° 298 du 23 décembre 2005**Culture et Communication**

Page 19849 Arrêté du 24 novembre 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de l'Amicale laïque de Carcassonne.

Page 19849 Arrêté du 24 novembre 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique de la ville d'Orléans.

Page 19849 Arrêté du 24 novembre 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique municipal de la ville de Laval.

Page 19849 Arrêté du 30 novembre 2005 approuvant l'avenant n° 1 modifiant la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public.

Page 19850 Arrêté du 12 décembre 2005 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer le diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture.

Page 19850 Arrêté du 12 décembre 2005 habilitant le Centre des hautes études de Chaillot à délivrer le diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture.

Page 19850 Arrêté du 12 décembre 2005 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer le diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture.

Texte n° 70 Décret du 21 décembre 2005 portant nomination (conservateurs généraux du patrimoine).

Texte n° 98 Décret du 21 décembre 2005 portant nomination (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Bascou Marc).

Texte n° 99 Décret du 21 décembre 2005 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Mathieu Bertrand).

Page 19861 Arrêté du 13 décembre 2005 portant nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'État à la création et à la modernisation des établissements de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées ou dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées en établissements cinématographiques dont la ou les salles sont classées dans la catégorie art et essai (M. Fagniez Pierre-Louis).

Page 19861 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

J.O n° 299 du 24 décembre 2005**Culture et Communication**

Page 19940 Arrêté du 16 décembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Picasso et Dora Maar*, au Musée national Picasso).

J.O n° 300 du 27 décembre 2005**Culture et Communication**

Page 20003 Arrêté du 15 décembre 2005 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Fonction publique

Texte n° 48 Arrêté du 30 novembre 2005 fixant la date des épreuves et portant ouverture d'un concours réservé organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale en application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale pour le recrutement dans le cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques (session 2006).

Texte n° 49 Arrêté du 30 novembre 2005 fixant la date des épreuves et portant ouverture d'un concours réservé organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale en application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale pour le recrutement dans le cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (session 2006).

Texte n° 51 Arrêté du 30 novembre 2005 fixant la date des épreuves et portant ouverture d'un concours réservé organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale en application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale pour le recrutement dans le cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique de 2^e catégorie, spécialité musique (session 2006).

Texte n° 55 Arrêté du 30 novembre 2005 fixant la date des épreuves et portant ouverture des concours réservés organisés par le Centre national de la fonction publique territoriale en application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale pour le recrutement dans

le cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (session 2006).

J.O n° 301 du 28 décembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 40 Arrêté du 23 décembre 2005 portant transfert de crédits (Culture Titre IV).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 43 Décret n° 2005-1653 du 21 décembre 2005 portant suppression du corps des secrétaires de documentation de l'éducation nationale.

Culture et communication

Texte n° 173 Arrêté du 16 novembre 2005 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Berthet Christiane).

Texte n° 174 Arrêté du 9 décembre 2005 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Le Nail Jean-François).

Texte n° 175 Arrêté du 14 décembre 2005 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Hervier, née Dominique, Danièle Manson).

Conventions collectives

Texte n° 181 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

Page 20127 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la radiodiffusion, d'une part, et à la convention collective nationale des journalistes, d'autre part.

Page 20127 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 195 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

J.O n° 302 du 29 décembre 2005**Intérieur et aménagement du territoire**

Page 20194 Décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le code général des collectivités territoriales (partie Réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Page 20197 Décret n° 2005-1662 du 27 décembre 2005 relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Économie, finances et industrie

Texte n° 46 Décret n° 2005-1673 du 27 décembre 2005 portant annulation de crédits (titres III et V).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 65 Arrêté du 26 décembre 2005 fixant les dates et les conditions d'organisation des épreuves d'admissibilité des concours d'entrée à l'Ecole nationale des chartes en 2006.

Culture et communication

Page 20403 Décret n° 2005-1686 du 22 décembre 2005 portant simplification de commissions administratives.

Page 20403 Arrêté du 12 décembre 2005 fixant les conditions d'acquisition d'œuvres et d'objets par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Page 20404 Arrêté du 16 décembre 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (*papyrus médical*, inscription recto verso en cursive hiératique, feuilles de papyrus issues initialement d'un rouleau d'environ 10 mètres, Egypte, Nouvel Empire, XVIII^e dynastie).

J.O n° 303 du 30 décembre 2005**Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 51 Arrêté du 21 décembre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Culture et communication

Texte n° 151 Arrêté du 12 décembre 2005 pour cessation de fonctions (architectes en chef des monuments historiques nationaux) (M. Francesco Flavigny).

Texte n° 152 Arrêté du 16 décembre 2005 portant nomination (régisseuses de recettes) (Mme Andreoli, Isabelle).

J.O n° 304 du 31 décembre 2005

Page 20597 Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Page 20654 Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005.

Intérieur et aménagement du territoire

Texte n° 16 Décret n° 2005-1727 du 30 décembre 2005 fixant les conditions d'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale des fonctionnaires de l'Etat en application des dispositions

de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Économie, finances et industrie

Page 20759 Décret n° 2005-1735 du 30 décembre 2005 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Page 20768 Décret n° 2005-1736 du 30 décembre 2005 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 (Culture, titre III).

Page 20778 Décret n° 2005-1737 du 30 décembre 2005 modifiant les seuils mentionnés dans le code des marchés publics.

Page 20781 Décret n° 2005-1740 du 30 décembre 2005 modifiant le décret n° 2004-1145 du 27 octobre 2004 pris en application des articles 3, 4, 7 et 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat et modifiant l'article D. 1414-1 du code général des collectivités territoriales.

Page 20782 Décret n° 2005-1741 du 30 décembre 2005 modifiant les seuils des marchés passés en application du décret n° 2005-1308 du 20 octobre 2005 relatif aux marchés passés par les entités adjudicatrices mentionnées à l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005.

Page 20782 Décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Texte n° 68 Arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication.

Texte n° 81 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 14 au 18 novembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 20809 Décret n° 2005-1751 du 30 décembre 2005 modifiant le décret n° 87-832 du 8 octobre 1987 relatif à l'École nationale des chartes.

Texte n° 114 Arrêté du 26 décembre 2005 relatif à l'attribution du grade de master aux titulaires du diplôme de restaurateur du patrimoine (Institut national du patrimoine).

Page 20823 Arrêté du 30 décembre 2005 portant création à l'École nationale des chartes d'un institut dénommé « comité des travaux historiques et scientifiques ».

Justice

Page 20827 Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

Fonction publique

Texte n° 179 Décret n° 2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Culture et communication

Texte n° 180 Décret n° 2005-1786 du 29 décembre 2005 portant attribution d'une indemnité de fonctions aux fonctionnaires occupant un emploi de directeur régional des affaires culturelles.

Page 20926 Décret n° 2005-1787 du 30 décembre 2005 modifiant les décrets n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

Page 20926 Arrêté du 28 décembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2004 pris pour l'application du deuxième alinéa du II de l'article 11 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision.

Page 20927 Arrêté du 28 décembre 2005 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'État alloué aux entreprises d'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 20927 Arrêté du 28 décembre 2005 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques à raison de la commercialisation de ces œuvres sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Texte n° 185 Arrêté du 29 décembre 2005 fixant le montant de l'indemnité de fonctions des fonctionnaires occupant un emploi de directeur régional des affaires culturelles.

Page 20934 Arrêté du 17 octobre 2005 conférant le titre d'architecte des Bâtiments de France (rectificatif).

Outre-mer

Texte n° 189 Décret n° 2005-1790 du 30 décembre 2005 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 218 Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet.

Avis divers

Page 20954 Vocabulaire des sciences et techniques spatiales (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN (Q) n° 44 du 1^{er} novembre 2005

Réponse aux questions de :

- MM. Jean-Claude Flory, Jean-Luc Warsmann, Eric Raoult, Jean-Claude Abrioux, Yvan Lachaud, Jean Tiberi et Dino Cinieri sur les mesures prises par le Gouvernement pour soutenir les projets destinés à favoriser la lecture de la **presse** par les **jeunes**.

(Questions n° 49807-26.10.2004 ; 54319-28.12.2004 ; 55216-18.01.2005 ; 57189-08.02.2005 ; 60449-15.03.2005 ; 65373-17.05.2005 ; 71256-26.07.2005).

- M. Jacques Le Guen sur les modalités d'application de la loi relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (**EPCC**).

(Question n° 54327-28.12.2004).

- Mme Marcelle Ramonet sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) en **Bretagne**.

(Question n° 60954-22.03.2005).

- Mme Marcelle Ramonet sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) pour les différentes **régions**.

(Question n° 60955-22.03.2005).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les actions qu'il serait susceptible d'initier pour faciliter le **recrutement** de membres et la **collecte** de ressources par les **associations d'amis de musées**.

(Question n° 61569-29.03.2005).

- Mme Michèle Tabarot sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) dans les **Alpes-Martimes**.

(Question n° 62097-05.04.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la liste des **sites miniers** qui sont l'objet d'un **inventaire** inscrit au **patrimoine national en Alsace** (Question transmise).

(Question n° 62843-12.04.2005).

- M. Marc Francina sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) en **Haute-Savoie**.

(Question n° 62929-12.04.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) en **Lorraine**.

(Question n° 64867-17.05.2005).

- M. Nicolas Perruchot sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) dans le **Loir-et-Cher**.

(Question n° 66726-07.06.2005).

- M. François-Xavier Villain sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) dans le **Nord**.

(Question n° 66826-07.06.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la liste des **sites miniers** qui sont l'objet d'un **inventaire** inscrit au **patrimoine national en Lorraine** (Question transmise).

(Question n° 67003-14.06.2005).

- M. Jérôme Rivière sur les mesures à prendre pour la rémunération des **droits d'auteur** concernant les **téléchargements peer to peer**.

(Question n° 67149-14.06.2005).

- M. Francis Saint-Léger sur les enseignement qu'il tire des rencontres pour **l'Europe de la culture**.

(Question n° 69525-12.07.2005).

- M. Pierre Cohen sur l'insuffisance des **sous-titrage** à destination des personnes sourdes ou malentendantes dans les programmes des **chaînes de télévision françaises** (Question transmise).

(Question n° 71569-02.08.2005).

- M. Eric Raoult sur le **développement** et le **financement**, depuis 20 ans, des **festivals culturels** à travers la France.

(Question n° 71900-09.08.2005).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la **spécificité** et les **initiatives** envisagées en matière de développement auprès des entreprises du **mécénat de compétence**.

(Question n° 72676-06.09.2005).

- M. Eric Raoult sur la **politique** globale de l'Etat en **faveur des orgues** et sur la création d'instruments neufs, notamment pour la ville du Raincy.

(Question n° 73140-13.09.2005).

- M. Eric Raoult sur l'**avenir des collections** de l'ancien **musée national des arts et traditions populaires** (**ATP**).

(Question n° 73837-20.09.2005).

- MM. Jean Delobel, Kléber Mesquida et Philippe Cochet sur la diminution des **crédits** pour la **restauration des monuments historiques** et les

conséquences pour les entreprises de restauration.
(Questions n° 74422-27.09.2005 ; 74472-27.09.2005 ; 74530-27.09.2005).

- Mme Claude Darciaux, MM. Dominique Paillé, Yvan Lachaud, Gérard Weber et Gabriel Bancheri sur la diminution des **crédits** pour la **restauration des monuments historiques** et les conséquences pour les entreprises de restauration.

(Questions n° 74644-04.10.2005 ; 74750-04.10.2005 ; 74859-04.10.2005 ; 75008-04.10.2005 ; 75124-04.10.2005).

JO AN (Q) n° 45 du 8 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean Tiberi sur les conclusions du Gouvernement concernant la mise en place de stations de **radio** sur la **bande AM**.

(Question n° 62224-12.04.2005).

- M. Stéphane Demilly sur l'augmentation du **volume sonore** des **écrans publicitaires** par rapport au aux autres éléments du programme de télévision (Question signalée).

(Question n° 65910-24.05.2005).

- MM. Claude Goasguen et André Santini sur la création d'un **institut culturel berbère** et les mesures envisagées par le ministère pour y participer.

(Questions n° 66791-07.06.2005 ; 72750-06.09.2005).

- M. Frédéric Dutoit sur le **nombre de licences d'entrepreneur de spectacle** délivrées en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (Question signalée).

(Question n° 71929-09.08.2005).

- MM. Pierre Forgues, Michel Voisin et Daniel Gard sur la diminution des **crédits** pour la **restauration des monuments historiques** et les conséquences pour les entreprises de restauration.

(Questions n° 73100-13.09.2005 ; 75323-11.10.2005 ; 75603-11.10.2005).

- M. Eric Raoult sur les initiatives de commémoration durant cette **année Jules Verne**.

(Question n° 73247-13.09.2005).

- M. Marc Le Fur sur les réflexions concernant les **réformes statutaires** au sein du ministère, en particulier les projets de **réduction du nombre de corps**.

(Question n° 73582-20.09.2005).

- M. Philippe-Armand Martin sur la **réforme de l'enseignement de l'architecture** tendant à l'harmonisation des diplômes européens.

(Question n° 74363-27.09.2005).

JO AN (Q) n° 46 du 15 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marc Le Fur sur les mesures pour la **continuité du service public** en cas de **catastrophe naturelle**.

(Question n° 57314-08.02.2005).

- M. Nicolas Dupont-Aignan sur la reconnaissance **d'utilité publique** de la Fédération des petits chanteurs «**Pueri Cantores**».

(Question n° 69261-05.07.2005).

- M. Marc Le Fur sur l'action du ministère en faveur de la **coordination** et du **rapprochement des sociétés de perception et de répartition des droits d'auteurs**, en particulier sur sa position sur d'éventuelles fusions et sur l'action en faveur de **l'unification des systèmes et normes comptables** de ces sociétés.

(Question n° 70599-26.07.2005).

- M. Francis Falala sur les observations émises en conclusion par la Cour des comptes dans la synthèse de son rapport sur **l'exécution de la loi de finance pour 2004**.

(Question n° 71426-02.08.2005).

- M. Francis Falala sur les propositions du rapport d'information présenté par M. Georges Tron, sur la **gestion** et la **cession** du **patrimoine immobilier** de l'Etat et des établissements publics.

(Question n° 74558-27.09.2005).

- M. Daniel Paul sur la situation des **entreprises de restauration de monuments historiques** face à la **baisse des crédits** alloués à ce secteur.

(Question n° 75940-18.10.2005).

JO AN (Q) n° 47 du 22 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Léonce Deprez sur la nature, les perspectives et les échéances des travaux de la **commissions de réflexion sur les concentrations et le respect du pluralisme dans les médias**.

(Questions n° 67841-21.06.2005 ; 67842-21.06.2005).

- M. Hervé Novelli et Mme Martine Aurillac sur les modalités de **mise à disposition** de la **nef du Grand-Palais** pour les **salons d'artistes**.

(Questions n° 71775-02.08.2005 ; 73353-13.09.2005).

- M. Michel Voisin sur les **spectacles** organisées par des **associations d'artistes amateurs** qui créent des distorsions de **concurrence**.

(Question n° 73018-13.09.2005).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le projet de **reconstruction** du palais des **Tuileries**.

(Question n° 73502-13.09.2005).

- M. Jean-Sébastien Vialatte sur le mode de calcul des **redevances** dues à la **SACEM** par les **associations** ou **comités des fêtes** qui tentent d'animer les quartiers.

(Question n° 73504-13.09.2005).

- M. Francis Falala sur la **gestion** et la **cession** du **patrimoine immobilier** de l'Etat et des établissements publics.

(Question n° 74323-27.09.2005).

- MM. Damien Meslot et Michel Hunault sur **l'assurance-chômage des intermittents du spectacle**.

(Questions n° 74517-27.09.2005 ; 75130-04.10.2005).

- Mme Martine Lignières-Cassou et M. Roland Blum sur la diminution des **crédits** pour la **restauration des monuments historiques** et les conséquences pour les entreprises de restauration.

(Questions n° 76040-18.10.2005 ; 76187-18.10.2005).

JO AN (Q) n° 48 du 29 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Éric Raoult sur la **protection** du site archéologique de **Balyone** en Iraq.

(Question n° 56719-01.02.2005).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'inquiétude des étudiants face à la **réforme des études d'architecture**.

(Question n° 64687-10.05.2005).

- M. Christian Paul sur le calendrier de **déploiement** de la télévision numérique de terre (**TNT**) en **Bourgogne**.

(Question n° 64753-10.05.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le **contrôle des activités de l'INRAP**.

(Question n° 66224-31.05.2005).

- Mme Martine Lignières-Cassou sur l'application et la pérennisation des **droits de suite et d'exposition des artistes**.

(Question n° 67759-21.06.2005).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur le nécessaire développement des **chantiers d'insertion** spécialisés dans la **restauration et l'entretien du patrimoine**.

(Question n° 67851-21.06.2005).

- M. Philippe Feneuil sur l'accès des **associations** au **régime économique de la presse**.

(Question n° 67918-21.06.2005).

- M. Alain Bocquet sur la **réforme de l'enseignement de l'architecture** et la qualification des professionnels se destinant à la **maîtrise d'œuvre**.

(Question n° 68534-28.06.2005).

- M. Michel Charzat sur les difficultés de **réception FM** dans l'est parisien.

(Question n° 70597-26.07.2005).

- M. Michel Bouvard sur le montant et l'imputation budgétaire des **crédits** engagés pour l'**opération «Les visiteurs»**, présentant des œuvres contemporaines acquises par le Fonds national d'art contemporain dans les monuments historiques.

(Question n° 73047-13.09.2005).

- M. Rodolphe Thomas sur la **réforme de l'enseignement de l'architecture** et la qualification des professionnels se destinant à la **maîtrise d'œuvre**.

(Question n° 73963-20.09.2005).

JO AN (Q) n° 49 du 6 décembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Léonce Deprez sur les perspective d'adaptation des différents **dispositifs juridiques** s'adaptant au **livre** et à la **presse** et aux **supports magnétiques ou numériques**, pour la **protection des mineurs** contre les messages à caractère violent, pornographique, incitatifs à la discrimination ou à la haine raciale ainsi qu'à l'usage, la détention ou le trafic de stupéfiants.

(Question n° 51292-23.11.04).

- M. Yvan Lachaud sur les intentions du Gouvernement concernant la **rémunération du droit d'auteur** face aux pratiques de **peer-to-peer** et de **téléchargement**.

(Question n° 66528-31.05.2005).

- M. Francis Falala sur l'emploi et l'insertion des **travailleurs handicapés** au ministère de la culture et de la communication.

(Question n° 68066-21.06.2005).

- M. Francis Falala sur la proposition du rapport d'information, sur gestion et la cession du patrimoine immobilier de l'État et des établissements publics, qui préconise de centraliser la fonction de **gestion de l'immobilier** de chaque ministère, au sein d'une **direction immobilière unique**.

(Question n° 73145-13.09.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les modalités de **déclaration des travaux** de réfection d'un **immeuble** dans un **secteur sauvegardé**.

(Question n° 74072-27.09.2005).

- M. René Dosièrre sur le volume des activités d'**entretien** et de **restauration** des objets gérés par le **Mobilier national** et installés dans les palais et résidences relevant de la **présidence de la République**.

(Question n° 74584-04.10.2005).

- M. René Dosièrre sur le **coût des personnels** relevant du **ministère de la culture et de la communication** et affectés aux **services de la présidence**.

(Question n° 74678-04.10.2005).

- MM. François Dosé, Christophe Masse, Jean-Pierre Grand, Bernard Perrut et Philippe Vuilque sur la baisse des **crédits** affectés aux **monuments historiques** et les conséquences sur les entreprises de **restauration**.

(Questions n° 76840-01.11.05 ; 76860-01.11.05 ; 76966-01.11.05 ; 77082-01.11.05 ; 77278-01.11.2005).

- M. Simon Renucci sur la baisse des **crédits** affectés aux **monuments historiques** et les conséquences sur les entreprises de **restauration**.

(Question n° 77641-08.11.2005).

JO AN (Q) n° 50 du 12 décembre 2005

Réponse à la question de :

- Mme Nathalie Kosciusko-Morizet sur l'**accès** des personnes souffrants d'un **handicap visuel** ou **auditif** aux **œuvres cinématographiques** (Question transmise).
(Question n° 75655-18.10.2005).

JO AN (Q) n° 51 du 20 décembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Dominique Richard sur les **droits de rediffusion** de **fiction télévisées** versées aux artistes-interprètes (Question signalée).

(Question n° 62005-05.04.2005).

- Mme Valérie Pécresse sur l'assujettissement des **antennes collectives** aux **droits d'auteurs**.

(Question n° 67479-14.06.2005).

- M. François Cornut-Gentille sur la nature des **factures impayées** du ministère de la culture et de la communication mises en évidence par la Cour des comptes dans son rapport sur les résultats et la gestion budgétaire de l'État en 2004.

(Question n° 69514-12.07.2005).

- M. Philippe Vuilque sur les **aides aux radios libres**.

(Question n° 69815-12.07.2005).

- M. François Cornut-Gentille sur le régime des **droits d'auteurs** et la **Fête de la musique**.

(Question n° 70510-19.07.2005).

- M. Francis Falala sur les conclusions formulées par la Cour des comptes quant au **financement** de **l'INRAP**.

(Question n° 71424-02.08.2005).

- M. Yvan Lachaud sur les difficultés administratives rencontrées par les communes dans l'**application de la loi relative à l'archéologie préventive**.

(Question n° 72150-09.08.2005).

- M. André Chassaigne sur les modalités de déploiement de la télévision numérique terrestre (**TNT**) dans le Puy-de-Dôme.

(Question n° 72739-06.09.2005).

- M. Thierry Mariani sur l'inquiétude des **directeurs de conservatoire** en ce qui concerne l'évolution des missions de leurs établissements et ses conséquences sur leur **recrutement**.

(Question n° 72847-06.09.2005).

- M. Francis Falala sur le sort réservé à la **collection des plans-reliefs**.

(Question n° 75664-18.10.2005).

- Mme Maryvonne Briot sur la **baisse des crédits** de l'État pour la **restauration des monuments historiques** et les conséquences pour les entreprises de restauration.

(Question n° 78107-15.11.2005).

JO AN (Q) n° 52 du 27 décembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Dominique Richard sur l'appréhension, à l'échelon communautaire, des questions relatives au **financement** du **service public audiovisuel** et à la définition de son périmètre d'activité (Question transmise).

(Question n° 62240-12.04.2005).

- MM. Jean Tiberi, Michel Herbillon et Jean-Luc Warsmann sur les difficultés rencontrées par les **kiosquiers**.

(Questions n° 62475-12.04.2005 ; 73436-13.09.2005 ; 77457-08.11.2005).

- M. Yannick Favennec sur les dispositions prévues pour le **soutien** de la **presse quotidienne** d'information politique et générale.

(Question n° 63561-26.04.2005).

- MM. Éric Raoult et Kléber Mesquida sur les revendications du personnel de la station **Sud Radio** suite à sa reprise par un holding détenu par plusieurs radios régionales indépendantes.

(Questions n° 67324-14.06.2005 ; 67684-21.06.2005).

- M. Pierre Forgues sur les difficultés de réception de la télévision numérique de terre (**TNT**).

(Question n° 67723-21.06.2005).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la **baisse de fréquentation** des **théâtres** en France.

(Question n° 67849-21.06.2005).

- M. Jean-Claude Guibal sur la possibilité d'étendre le régime de la **rémunération équitable** aux radios et aux **télévisions diffusées uniquement sur internet**.

(Question n° 69208-05.07.2005).

- M. Thierry Mariani sur le projet de réglementation européenne imposant la **radiodiffusion numérique** et les conséquences pour les radios locales associatives.

(Question n° 70737-26.07.2005).

- M. Yvan Lachaud sur le déploiement de la **radio numérique** et sur la nécessité de s'assurer que toutes les catégories de radio pourront en bénéficier.

(Question n° 73917-20.09.2005).

- M. Francis Falala sur la gestion de la **politique immobilière** du ministère de la culture et de la communication.

(Question n° 74036-20.09.2005).

- M. Marc Le Fur sur le coût de fonctionnement 2003-2004 de la **Commission générale de terminologie et néologie** ainsi que le bilan de son action depuis sa création en 1996.

(Questions n° 76048-18.10.2005 ; 76063-18.10.2005[Question transmise]).

- Mme Ségolène Royal sur la baisse des **crédits** alloués à la **culture** pour **2006**.

(Question n° 76410-25.10.2005).

- M. Francis Falala sur le projet de créer à **Paris** une **nouvelle grande salle de concert** (Question transmise).

(Question n° 76493-25.10.2005).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur un dépliant de l'**ANPE** en langues étrangères sans traduction française violant ainsi la loi du 4 août 1994 relative à l'**emploi de la langue française**.

(Question n° 77545-08.11.2005).

- M. Francis Falala sur le nombre de **légions d'honneur** remises depuis 2000 dans le département de la **Marne** et à **Reims** sur le contingent du ministère de la culture et de la communication.

(Question n° 78868-22.11.2005).

- M. Jean-Christophe Lagarde sur la **baisse des crédits** de l'État pour la **restauration des monuments historiques** et les conséquences pour les entreprises de restauration.

(Question n° 79581-29.11.2005).

SÉNAT

JO S (Q) n° 43 du 3 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. André Lejeune sur le **renouvellement** d'un **poste de journaliste** à **France Bleue Creuse**.

(Question n° 16570-17.03.2005).

- M. Jean-Louis Masson sur l'**inventaire des sites miniers abandonnés** pour la région **Lorraine** (Question transmise).

(Question n° 17073-14.04.2005).

- M. André Lejeune sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) dans la **Creuse**.

(Question n° 17493-05.05.2005).

- M. Jean-Louis Masson sur le calendrier de déploiement de la télévision numérique de terre (**TNT**) en **Lorraine**.

(Question n° 17576-12.05.2005).

- M. Jean-Louis Masson sur l'**inventaire des sites miniers abandonnés** pour la région **Alsace** (Question transmise).

(Question n° 18050-09.06.2005).

- M. Michel Doublet sur le **manque de crédits** pour l'entretien et la restauration du **patrimoine** et les conséquences pour les **entreprises de restauration**.

(Question n° 19485-29.09.2005).

- MM. René Beaumont, Bernard Fournier et Jacques Siffre sur le **manque de crédits** pour l'entretien et la restauration du **patrimoine** et les conséquences pour les **entreprises de restauration**.

(Questions n° 19599-06.10.2005 ; 19625-06.10.2005 ; 19655-06.10.2005).

JO S (Q) n° 44 du 10 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Léonce Dupont sur la **réforme de l'enseignement de l'architecture** tendant à l'harmonisation des diplômes européens.

(Question n° 19296-15.09.2005).

- MM. Gilbert Barbier et André Boyer sur le **manque de crédits** pour l'entretien et la restauration du **patrimoine** et les conséquences pour les **entreprises de restauration**.

(Questions n° 19728-13.10.2005 ; 19746-13.10.2005).

JO S (Q) n° 45 du 17 novembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur le **statut des intermittents du spectacle**.

(Question n° 18930-28.07.2005).

- M. Jean-Marc Pastor sur l'éventuelle **autorisation gratuite** de la **SACEM** aux organisateurs de concerts lors de la **fête de la musique**.

(Question n° 19256-08.09.2005).

- M. Marcel Vidal sur la **réforme de la fiscalité directe** et les inquiétudes des associations bénéficiant du **mécénat** social et culturel qui en découlent.

(Question n° 19659-06.10.2005).

JO S (Q) n° 47 du 1^{er} décembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Masson sur le **contrôle des activités de l'INRAP**.

(Question n° 17873-09.06.2005).

- M. Marc Massion sur la **réforme de l'enseignement de l'architecture** et la qualification des professionnels se destinant à la **maîtrise d'œuvre**.

(Question n° 19045-04.08.2005).

- M. Marcel Vidal sur les **conséquences** de la **baisse des crédits** affectés à la **restauration des monuments historiques**.

(Question n° 20135-03.11.2005).

JO S (Q) n° 48 du 8 décembre 2005

Réponse à la question de :

- M. Jean-Louis Masson sur les modalités de la **déclaration de travaux** de réfection d'un **immeuble** dans un **secteur sauvegardé**.

(Question n° 19436-22.09.2005).

JO S (Q) n° 49 du 15 décembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur l'affectation des **crédits** alloués à la **culture**, notamment en **Languedoc-Roussillon**.

(Question n° 12192-20.05.2004).

- M. René Beaumont sur le futur **projet de loi** sur le **droit d'auteur** et les droits voisins dans la société de l'information.

(Question n° 19379-22.09.2005).

- M. Marcel Vidal sur le devenir de la **Commission nationale des orgues**.

(Question n° 20057-27.10.2005).

- M. Jean Bizet sur la **diminution des crédits** consacrés à la **restauration des monuments historiques**.

(Question n° 20370-17.11.2005).

JO S (Q) n° 51 du 29 décembre 2005

Réponse aux questions de :

- Mme Annie David sur la **réglementation** concernant le temps de **conservation des documents administratifs** (Question transmise).

(Question n° 18881-28.07.2005).

- M. Jack Ralite sur le **prix des livres** offerts par les collectivités territoriales aux enfants scolarisés.

(Question n° 19884-20.10.2005).

- M. Michel Moreigne sur le contrôle des **collections de l'État** déposées dans les **bibliothèques municipales** en Creuse.

(Question n° 20601-24.11.2005).

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50 = €..... pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Madame Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.